

LOGEMENT
**LES JEUNES
 PARISIENS RÊVENT
 D'INDÉPENDANCE**

Montant élevé des loyers oblige, les étudiants et jeunes actifs tardent à prendre leur envol dans la capitale

PAGE 11

Le Monde CAMPUS

CAHIER DU « MONDE » N° 23339 DATÉ JEUDI 23 JANVIER 2020
 NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

J'AVAIS 20 ANS
RACHEL KHAN

Athlète, juriste, danseuse, comédienne, elle a fait de ses origines multiples et de son métissage une force dont elle entend faire profiter la société

PAGE 12

LES MASTERS ÉLARGISSENT LEURS HORIZONS

Nouvelles disciplines, nouveaux débouchés, développement de l'apprentissage: les formations de niveau master évoluent.

Si ce diplôme assure une bonne insertion, l'entrée dans la vie active est moins linéaire qu'auparavant

PAGES 2 À 9



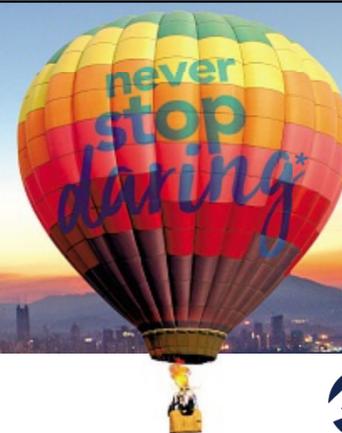
La Sorbonne-Nouvelle, Paris 5^e, en janvier. MICHAEL ZUMSTEIN/AGENCE VU POUR « LE MONDE »

PROGRAMMES MASTER EN MANAGEMENT & COMMUNICATION

PROGRAMME GRANDE ÉCOLE / MASTÈRES SPÉCIALISÉS® (MS) / MASTERS OF SCIENCE (MSc) / SCIENCESCOM

- MANAGEMENT
- ACHATS ET SUPPLY CHAIN
- FINANCE
- MARKETING
- DIGITAL
- COMMUNICATION ET MÉDIAS
- MUSIQUE
- SPORT
- TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
- INTERNATIONAL...

ADMISSION POST
BAC+3/4/5



audencia.com

*De l'audace, toujours !





Le master « métiers de la production théâtrale », dirigé par Daniel Urrutiaguer (au centre de la photo en bas à droite), à la Sorbonne-Nouvelle, est proposé en contrat d'apprentissage. Cours de gestion de projets et de programmation, pratique théâtrale, travaux de recherche... Les étudiants suivent un cursus divers, en parallèle de leur expérience sur le terrain.

MICHAEL ZUMSTEIN/
AGENCE VU
POUR « LE MONDE »

À LA FAC, L'APPRENTISSAGE PREND DU GALON

Ils ont bravé tous les obstacles ce matin de décembre : la grève des transports, la pluie, le vent, et même un barrage de police sur l'avenue des Gobelins, à Paris. Hugo, Akémi, Marie et les treize autres étudiants du master en alternance « métiers de la production théâtrale » sont arrivés à l'heure pour présenter à leurs enseignants de la Sorbonne-Nouvelle (Paris-III) leur projet de festival de spectacle vivant. Celui-ci doit se tenir le 7 juin 2020 au Théâtre de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) : il est le fil conducteur d'une formation qui doit les mener, dans quelques mois, à un emploi.

Professionaliser les étudiants en combinant leur formation et des périodes dans le monde socio-économique : le modèle de la formation par apprentissage entre progressivement dans l'ADN des universités françaises. Depuis 2015, le nombre d'inscrits dans ce type de cursus a explosé. Ils étaient 9 500 à la rentrée 2010, et 19 000 à la rentrée 2018. Entre les rentrées 2017 et 2018, l'augmentation du nombre d'apprentis en master a atteint 9 %. Désormais, parmi tous les étudiants inscrits en master en France, plus de 10 % suivent leurs études par la voie de l'apprentissage.

Dans les universités, le nombre d'étudiants qui suivent leur master en alternance a doublé en moins de dix ans. Ces cursus, qui touchent de nouvelles disciplines, suscitent certaines réticences

L'alternance, qui s'est d'abord beaucoup développée dans les domaines de l'ingénierie ou de la gestion des entreprises, s'étend désormais à des secteurs plus divers : métiers de l'écrit, transition écologique ou production théâtrale, comme à la Sorbonne-Nouvelle. « Depuis vingt ans, les métiers du spectacle vivant se professionnalisent. Si, en matière de communication, production, diffusion, la règle commune a longtemps été de se former sur le tas, aujourd'hui, les théâtres veulent des gens tout de suite prêts à l'emploi », analyse Anne Goalard, chargée de cours dans ce master.

Le succès de ces cursus s'explique par l'intérêt marqué que leur accordent les entreprises, notamment lorsqu'ils sont positionnés sur des besoins particuliers. A Paris-I, le master « bioterre », spécialisé sur les enjeux de la biodiversité et proposé en alternance, a été conçu en partenariat avec le géant français de la construction Eiffage. « Ce groupe avait un besoin de compétences nouvelles pour élaborer sa stratégie d'entreprise en matière de biodiversité. Il voulait recruter des spécialistes de ce sujet avec des compétences en droit, en économie, en sociologie », explique Laurent Simon, professeur de géogra-

phie à l'université Paris-I et codirecteur du master. Aujourd'hui, d'autres groupes, comme la SNCF ou Engie, y piochent également les recrutés dont ils ont besoin. Pour les étudiants, ces cursus sont aussi la promesse d'une insertion facilitée, même dans des secteurs réputés compliqués, comme la communication.

Après une licence de lettres, Charisse Babouche a été admise dans le master « lettres et humanités, parcours professionnels de l'écrit » à Paris-Diderot. « La voie que j'ai choisie n'était pas la plus simple pour s'insérer professionnellement. Ce master propose des cours pratiques et permet d'intégrer le monde du travail par l'alternance », souligne la jeune diplômée. « Les entreprises, les administrations, les collectivités territoriales produisent des textes. Ils ont besoin de gens qui savent écrire, et plus personne ne sait, tranche Laurent Flieder, responsable et fondateur de ce master. Les étudiants sont formés à l'écrit au sens contemporain du terme. » Et développent des compétences en matière d'écriture pour le Web, graphisme, retouche d'image, création vidéo, de podcast... La mise en place de l'alternance dans un master permet aussi aux formations de toucher des financements spécifiques. « Cela nous donne la possibilité de travailler dans les conditions d'une grande école, avec un local, des ordinateurs, des livres, du matériel, poursuit Laurent Flieder. Nous n'avons pas de problèmes d'argent, ce qui est rare à l'université. »

Toutefois, l'alliance entre universités et entreprises n'a rien d'un long fleuve tranquille. « Il demeure parfois une réticence à introduire le monde socio-économique dans l'université, traditionnellement tournée vers la recherche. Il faut des formations ambassadrices pour prouver que cela fonctionne », expose Valérie Cantat-Lampin, directrice du Centre de formation d'apprentis Formasup Paris. Laurent Simon, professeur de géographie à Paris-I, se souvient que, lorsqu'il a construit son master avec le secteur de l'industrie, « des collègues ont vu une alliance avec le diable ». Même constat lors de la créa-

tion du master professionnel de l'écrit. « Alors qu'aider les étudiants à trouver du travail me semble être une mission prioritaire de l'université, des enseignants s'indignent qu'on leur demande de donner à leurs élèves des compétences. Un gros mot pour certains », regrette Laurent Flieder.

ENTRE 80 % ET 100 % D'UN SMIC

Principales craintes du côté des universitaires : perdre la main sur la maquette de leur cursus et s'éloigner de la recherche et des exigences académiques. « Il faut changer la représentation mentale qu'ont certains enseignants-chercheurs sur l'ouverture de l'université au monde socio-économique et les pratiques professionnelles », estime Daniel Urrutiaguer, professeur d'économie et d'esthétique du théâtre, directeur du master « métiers de la production théâtrale ». En moins policé : « L'université ne doit pas être une usine à chômeurs », insiste un de ses pairs sous le sceau de l'anonymat. Les masters en apprentissage des trois cursus cités ont un taux d'insertion supérieur ou égal à 90 %.

Enfin, l'apprentissage constitue aussi un outil de financement des études pour les étudiants. Devenir apprenti au niveau master, c'est toucher entre 80 % et 100 % d'un smic. « J'ai pu m'installer dans un chez-moi », témoigne Nela Mariani, 25 ans, aujourd'hui designer et ancienne diplômée du master « métiers de l'écrit ». C'est également la fin des petits boulots et donc la possibilité de dépenser 100 % de son énergie à ses études. « Alors que les bourses du Crous sont insuffisantes et qu'il existe en France une grande précarité étudiante, l'apprentissage reste le système le plus efficace pour réaliser ses études dans de bonnes conditions », ajoute Guillaume Gellé, président de l'université Reims - Champagne-Ardenne et président de la commission formation et insertion de la Conférence des présidents d'université. Faute d'augmenter les bourses, il permet de corriger les insuffisances du système. C'est le seul dispositif réel d'égalité des chances. » ●

ÉRIC NUNÈS

59 000

apprentis de niveau master en France, dont :

19 000

à l'université

24 000

dans des écoles d'ingénieurs

16 000

dans d'autres établissements (écoles de commerce)

10 %

des étudiants en master suivent leur cursus en apprentissage

38 %

des « masters apprentis » sont des filles (Source : MESRI)

« FAUTE D'AUGMENTER LES BOURSES, L'APPRENTISSAGE PERMET DE CORRIGER LES INSUFFISANCES DU SYSTÈME »

GUILLAUME GELLÉ
président de l'université Reims - Champagne-Ardenne

Etudiant et alternant, une vie fragmentée

Reportage Ce mode d'études, intense pour les étudiants, est devenu très convoité. Mais les contrats d'apprentissage profitent souvent à ceux qui en ont le moins besoin

D'un pas assuré, Valentine, 25 ans, progresse dans les couloirs de la ligne 9 du métro parisien, direction le 16^e arrondissement. Évaluatrice en parfumerie fine (gestionnaire de projets), la jeune femme travaille chez l'un des leaders mondiaux des fournisseurs de parfum. Cette Picarde n'est pas une salariée comme une autre : elle est étudiante en master à l'Isipca, une école de parfumerie. En apprentissage, elle alterne école et entreprise tous les deux mois. Avant d'embrasser son « rêve de devenir parfumeuse », Valentine a fait une école d'ingénieurs. « Je commençais à me lasser des études. Le contrat d'apprentissage, c'était un moyen de continuer à apprendre tout en étant en action, et de fréquenter d'autres personnes hors du milieu étudiant », dit-elle avec conviction.

S'extraire du « rôle passif de l'école », et travailler dans un milieu « plus stimulant », a aussi été l'une des raisons pour lesquelles Tiphannie a choisi l'apprentissage. Une formule de plus en plus plébiscitée par les étudiants : ils sont 20 000 dans ce cas selon le dernier décompte de 2018, alors qu'ils n'étaient que 7 000 il y a dix ans. En contrat d'alternance depuis sa troisième année de bachelor, cette Parisienne passe deux semaines en cours à l'école de commerce Skema, puis autant sur un poste de chargée de projet marketing dans une banque. « Je me sens plus en adéquation avec le monde de l'entreprise, j'ai besoin de bouger, de faire des choses concrètes, affirme-t-elle. Et je

peux mettre en pratique ce que j'apprends à l'école. »

Valentine et Tiphannie, toutes deux inscrites dans des écoles privées, ont aussi choisi ce mode de formation pour des raisons financières. L'entreprise prend en charge la totalité des frais de scolarité de l'étudiant et lui verse un salaire. Pour ses premières années de bachelor, Tiphannie avait contracté un prêt bancaire qu'elle a remboursé grâce à son apprentissage. « A 13 000 euros l'année, je n'avais pas envie de contracter un autre crédit étudiant », souffle-t-elle. Les premières années, pour limiter les coûts, Tiphannie vivait chez ses parents, en banlieue parisienne. « Désormais, grâce à mon salaire, je suis indépendante », se réjouit la jeune femme.

COMPÉTENCES RELATIONNELLES

Cumuler de l'expérience tout en étant payé, l'apprentissage semble la combinaison parfaite. « Mais passer de la fac à la vie de bureau est un changement radical, il faut toujours un temps d'adaptation », souligne Thomas, étudiant en master de sociologie et chargé de mission dans une université parisienne. Le rythme qu'impose cette formation peut être éprouvant. Il faut « redoubler d'efforts », être sur deux fronts à la fois. « Au travail, j'essaie de faire mes preuves et je me mets beaucoup la pression. Physiquement c'est fatigant, confie Valentine. Je suis moins concentrée à l'école et ma mémoire est affectée, j'oublie souvent les choses... » Passer d'un statut à l'autre, chan-

ger d'habitudes, d'horaires et parfois de ville en l'espace de quelques semaines peut affecter la santé physique et mentale de ces étudiants salariés.

Marine est étudiante en master à l'EPSE, une école d'informatique à Bordeaux, et apprentie dans une agence immobilière dans la même ville depuis un an. Au début, cette jeune Bordelaise de 25 ans a eu du mal à trouver « le bon équilibre ». « J'avais envie de sortir comme une étudiante mais je n'avais plus les mêmes cadences au travail. Je mangeais très mal et j'étais fatiguée », avoue-t-elle. Elle devait jongler entre ses projets scolaires, son diplôme à valider et les attentes de son nouveau travail. Pour ces étudiants, les journées sont longues. Après le bureau, ils rédigent leur mémoire ou révisent des examens. Après l'école, ils envoient des mails professionnels et terminent des missions. « Pour tenir, il faut séparer les deux. Mon manager avait mis un point d'honneur à ne pas me donner de travail pendant les périodes de cours », se souvient Jazil, jeune diplômé à Montpellier Business School et ancien apprenti dans un cabinet de recrutement à Lyon. Etre à l'école permettait à Jazil de « changer d'air », malgré ses navettes entre Lyon et Montpellier où il vivait dans des Airbnb en période scolaire.

Le statut d'apprenti pousse à « grandir » et à adopter de nouveaux codes. « Cela nous distance du milieu étudiant. J'avais envie de militer contre la précarité étudiante, mais je ne me sens plus légitime », déplore Thomas, qui se dit à che-

val entre deux mondes : moins proche des étudiants de sa promotion, il a du mal à discuter « vie familiale » avec ses collègues. Ce mode de formation implique aussi des sacrifices : Tiphannie aurait voulu partir à l'étranger et profiter des échanges universitaires qu'offre son école de commerce. « Des camarades racontent leurs aventures et moi, je n'ai pas quitté Paris, c'est le seul regret que j'ai », témoigne-t-elle.

Malgré ces cadences et ces difficultés, les étudiants interrogés recommandent tous l'apprentissage. « C'est un passage plus doux vers l'âge adulte. On a des responsabilités et c'est très valorisant, humainement et sur le CV », estime Tiphannie. Pourtant, décrocher un contrat en alternance relève souvent du parcours du combattant. Pour y parvenir, beaucoup ont été aidés par le réseau de leur établissement ou leurs anciennes expériences. Avant son apprentissage, Jazil est allé étudier en Chine et a effectué dix mois

de stages dans des start-up parisiennes, un « réel avantage » pour se démarquer. A cela s'ajoutent les compétences relationnelles et l'aisance à l'oral, qui sont de plus en plus exigées par les recruteurs. « Au moment de la sélection, mes soft skills [compétences de savoir-être] ont fait la différence », assure Tiphannie.

Mais, selon François Sarfati, sociologue et chercheur au Conservatoire national des arts et métiers, « les recruteurs cherchent des gens qui ressemblent déjà à ceux qui travaillent dans leurs services ». Il pointe alors les paradoxes du système : l'alternance, mode d'étude devenu très convoité au niveau du master pour favoriser l'insertion professionnelle, profite à des étudiants qui en ont le moins besoin, car ils sont déjà armés pour réussir leur entrée sur le marché du travail. « L'idée de départ est de professionnaliser ceux qui ont des savoirs théoriques, qu'ils se frottent au monde de l'entreprise. Mais beaucoup de jeunes qui sont en apprentissage ont déjà de l'expérience, ils ont fait des stages », analyse François Sarfati, qui a réalisé une étude sur le profil des étudiants alternants en master de finance (« Faut-il être compétent pour pouvoir développer ses compétences ? »). « Les étudiants qui ont des "savoir-être" sont les plus à même de décrocher des contrats d'apprentissage », ajoute le chercheur. Mais ces compétences sont des savoirs sociaux, dont sont davantage dotés les enfants des classes supérieures, et qui ne s'apprennent pas à l'école. »

● RAHMA ADJADI

« C'EST UN PASSAGE PLUS DOUX VERS L'ÂGE ADULTE. AVOIR DES RESPONSABILITÉS EST TRÈS VALORISANT HUMAINEMENT »

TIPHANIE
étudiante en alternance

À l'EDHEC, donner de l'élan à ses études, c'est atteindre des sommets.

Clément Gavault
Étudiant Master EDHEC

EDHEC
BUSINESS SCHOOL

EDHEC GRANDE ÉCOLE

En choisissant le **Programme Grande École**, vous vous lancez dans un parcours d'enrichissement personnel et professionnel vous permettant d'acquérir des pratiques managériales et techniques essentielles sur le marché professionnel international. Un programme, qui par sa multiplicité, vous équipera pour **impacter votre carrière**.

Top 15 des Business Schools européennes
(Financial Times European Business School ranking 2019).

Make an impact*

GE.EDHEC.EDU

LE MASTER SÉSAME SANS EFFET MIRACLE

Ce diplôme reste un rempart contre le chômage mais ses titulaires font face à une forme de déclassement

Anaïs Boutorh s'est donné un an pour trouver « un travail qui lui plaît ». Titulaire d'un master en médiation du patrimoine depuis novembre 2019, elle connaît les réalités du marché de l'emploi dans son secteur d'activité. « Nous avons beaucoup d'intervenants professionnels en master 2. Ils racontaient leurs parcours, certains étaient encore précaires ou autoentrepreneurs. Tous mar-telaient qu'on allait galérer à trouver un emploi stable. L'enchaînement idyllique fin d'études puis CDI, que peuvent connaître les diplômés en informatique par exemple, n'est pas une réalité dans le milieu culturel. Nous de-

vons être des couteaux suisses : débrouillards et adaptables. » Depuis la fin de ses études, la jeune femme a obtenu un contrat court dans une librairie pour les fêtes. Elle vient de s'envoler pour deux mois au Cambodge, où elle sera bénévole. A son retour, elle envisage de faire jouer la carte de guide conférencier, qu'elle a obtenue durant son master, voire de devenir serveuse, « s'il le faut », le temps de décrocher un emploi qui lui plaise dans le milieu des arts vivants.

BONNE CONJONCTURE

Emmanuel Sulzer, ingénieur de recherche au Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq), est pourtant for-

mel : « Nous avons tous dans notre entourage un diplômé de master qui a des difficultés d'insertion, mais, d'un point de vue statistique, ils ne sont pas représentatifs. Être diplômé, et surtout diplômé d'un master, protège du chômage. » En particulier sur le long terme. Le Cereq a interrogé des jeunes entrés sur le marché du travail en 2010. Sept ans après leur diplôme, 87 % des titulaires d'un master 2 et 95 % des sortants d'écoles de commerce ou d'ingénieurs occupent un emploi à durée indéterminée, contre 56 % des personnes non qualifiées. La dernière enquête du ministère de l'enseignement supérieur, parue en décembre 2019, confirme la protection qu'offre le diplôme



XAVIER LISSILLOUR

de master : le taux d'insertion des diplômés 2016 de master après trente mois de vie active s'élève à 92 %. Un niveau jamais atteint jusqu'alors, porté par une conjoncture favorable aux jeunes diplômés.

Bien entendu, d'une discipline et d'un secteur à l'autre, les réalités sont diverses. Trente mois après leur entrée dans la vie active, seulement 61 % des diplômés en sciences humaines sont en emploi stable... contre 83 % en économie-gestion. En outre, 77 % des jeunes diplômés en lettres, langues ou art qui sont en emploi ont un statut de cadre ou de profession intermédiaire, contre 95 % pour ceux issus des filières sciences-technologies-santé.

Malgré ces bonnes conditions d'insertion, l'accès « rapide et durable » à un emploi à durée indéterminée juste après le diplôme, mesuré par le Cereq, s'est ralenti de manière structurelle ces vingt dernières années. Il concernait 70 % des diplômés bac + 5 en 1998, mais seulement 61 % de la génération 2010. En bref, les débuts dans la vie active des diplômés de master sont plus chaotiques, moins linéaires.

Diplômée d'un master de l'IAE Lille en management de projets, Alix Vandon, 28 ans, a enchaîné plusieurs CDD avant de signer son premier CDI dans une association. Elle est aujourd'hui directrice du développement de la vie associative à la mairie du 15^e arrondissement de Paris. « Le master donne de la légitimité pour postuler à un emploi, mais il ne suffit pas. Il faut prouver ses compétences. Le fait d'avoir enchaîné les expériences de bénévolat depuis mes 15 ans et le réseau que je me suis constitué ont beaucoup compté pour mon insertion professionnelle. »

Même constat de la part de Camille, pourtant fraîchement diplômée d'une école de commerce. « Après une prépa et une

école de management, je visais directement un CDI dans une grande entreprise du secteur du luxe. Mais ces sociétés recrutent peu de jeunes diplômés. Il faut d'abord faire ses armes dans des cabinets de conseil – qui nous emploient en CDI, certes, mais ce n'est tout de même pas tout à fait la même chose. » La jeune manager a été étonnée de l'exigence des recruteurs lors de ses recherches d'emploi : « Beaucoup d'annonces spécifient rechercher des diplômés bac + 5 d'écoles de commerce ou d'ingénieurs avec déjà une expérience professionnelle significative. Ce n'est pas simple de cocher toutes les cases. »

UNE CONCURRENCE ACCRUE

« Le diplôme semble de plus en plus nécessaire, mais de moins en moins valorisé », résume ainsi le Cereq. Les progressions de carrière sont moins fortes que par le passé, notamment les progressions salariales. Un titulaire de master diplômé en 1998 connaissait une augmentation de salaire de plus de 50 % pendant les sept premières années de vie active, a observé le Cereq.

Pour un diplômé de master en 2010, cette progression salariale n'est plus que de 23 %. Concrètement, le salaire médian à l'embauche s'élève à 1690 euros net par mois, pour atteindre 2075 euros sept ans plus tard, à prix constant. Les économistes Damiano Argan et Robert Gary-Bobo notent ainsi « une dévalorisation du diplôme de master, qui a conduit à un tassement de la hiérarchie des salaires selon les niveaux de qualification. Les écarts de salaire entre les diplômés du supérieur et les autres ont chuté sur une longue période, et cette chute s'est poursuivie tout récemment. »

Une situation qui s'explique en partie par la concurrence accrue entre jeunes diplômés de niveau bac + 5. Les titulaires d'un master

représentaient 8,5 % de l'ensemble des jeunes entrant sur le marché du travail en 1998 (la « génération 1998 »), mais 17 % de la « génération 2013 », selon le Cereq. L'offre d'emplois qualifiés pour les jeunes diplômés n'a pas augmenté en proportion.

Pourtant, pour les bacheliers généraux, poursuivre jusqu'en bac + 5 est devenu une suite logique, une nouvelle norme. Lorsqu'elle était lycéenne, Fanny en était persuadée. Bonne élève, elle se lance après son bac dans des études d'économie-gestion à l'université, sans projet précis. Elle poursuit jusqu'à un master en « management stratégique et changement » en apprentissage, où elle occupe un poste d'« assistante travel manager » – elle gérait les voyages et les déplacements des salariés.

A l'issue de son alternance, en 2014, l'entreprise ne peut pas la garder. Elle cherche pendant plus d'un an un contrat dans le même domaine, sans succès. Elle travaille alors pendant trois ans comme assistante d'éducation dans un lycée, avant de changer de voie pour devenir... gardienne de la paix, après un concours de niveau bac et un an de formation. « Je ne regrette rien. J'ai mis du temps à trouver ce que je voulais faire. C'est vrai qu'un bac + 3 aurait pu me suffire. Malgré tout, mon master me permettra, si j'en ai envie, de tenter des concours plus élevés. »

Cette concurrence pousse les étudiants à la surqualification : 35 % des diplômés de master ont poursuivi ou repris leurs études dans les trente mois après l'obtention de leur diplôme, selon la dernière enquête ministérielle. Il n'est plus rare de cumuler deux masters sur son CV. « C'est comme s'il fallait être surqualifié pour se sentir suffisamment qualifié », note le sociologue François Sarfati. De leur côté, les établissements d'enseignement supérieur jouent de plus en plus la carte de la marque, pour recréer de la rareté. Et accentuer les logiques de distinction sur les CV.

Malgré tout, sept ans après leur sortie d'études, huit diplômés de master sur dix se disent optimistes sur leur avenir professionnel. « Tout se passe comme si les jeunes intégraient les transformations de la norme d'emploi, et ajustaient leurs attentes en conséquence », note le Cereq. Anaïs Boutorh, qui alterne voyages et petits jobs, en a pris son parti. La jeune diplômée ne se voit pas dans un poste « bien posé et tranquille » avant cinq ou dix ans. « Je préfère trouver un métier qui me passionne, même s'il est précaire. »

SYLVIE LECHERBONNIER

Intégrez
une Grande
École de
Management

ericome
Partenaire de votre réussite

**CONCOURS
TREMPIN 1&2**

ADMISSIONS PARALLÈLES
BAC+2/BAC+3/BAC+4

2095
places proposées
en 2020



EM
Strasbourg
BUSINESS SCHOOL

KEDGE
BUSINESS SCHOOL

NEOMA
BUSINESS SCHOOL
REIMS - ROUEN - PARIS

**RENNES
SCHOOL
BUSINESS**

www.ericome.org

87%

des titulaires d'un master 2 occupent un emploi à durée indéterminée sept ans après leur diplôme, contre 56 % des personnes non qualifiées

1690€

net par mois : c'est le salaire médian à l'embauche d'un diplômé de master. Il est de 2075 euros sept ans plus tard à prix constant

LE CHÔMAGE, ÉPREUVE ET «SAS DE TRANSITION»

Si les bac +5 sont moins sujets aux longues périodes d'inactivité, l'expérience, même courte, peut se révéler douloureuse. Un travail en groupe peut permettre de reprendre confiance en soi



XAVIER LISSILLOU

Depuis qu'elle cherche du travail, Juliette Azoulay s'est mise à la boxe. «Ce sont deux activités très proches finalement. La journée, par mail, je me prends des patates, mais je retourne au combat. Le soir, je le fais physiquement», résume-t-elle, filant la métaphore à l'envi. C'est violent le chômage. Tu reçois des coups dans tous les sens : de la part des recruteurs, de tes proches et de la société en général.»

Cette urbaniste de formation, diplômée de l'école d'architecture de Versailles, a pansé ses blessures pendant un mois au sein de l'association Cojob. Chaque jour, comme neuf autres coéquipiers, elle a programmé son réveil, «pour retrouver un cadre et un statut social». Au 40 rue Laffitte, à Paris, ces chômeurs se transforment en «jobeurs». Ils se serrent les coudes à grand renfort de blagues et de café soluble.

S'il n'existe aucune sélection à l'entrée, hormis une cotisation de 140 euros, tous sont jeunes et disposent d'un bac + 5. «Notre public n'est pas complètement éloigné de l'emploi», précise Lucie Delemotte, 28 ans, unique salariée de l'association, elle-même ancienne chômeuse. Ils sont soit en perte de confiance, soit en quête de sens après un burn-out ou un licenciement brutal. Cojob a été créé en 2014 par deux amies nantaises, Marie Grimaldi et Clémentine Bouvier, alors qu'elles traversaient une éprouvante période de chômage, avec l'idée de vaincre leur isolement et leur découragement. «On voulait des rendez-vous quotidiens, avec des horaires, et un vrai collectif, pour retrouver le sentiment d'être en week-end le vendredi soir. Et on voulait se sentir utiles, pour ne pas s'éloigner de la société en l'absence de ce liant qu'est le travail», explique Marie Grimaldi, de nouveau au chômage aujourd'hui, «par choix».

DÉDRAMATISER

Leur cible, au départ : les jeunes de moins de 35 ans ayant au minimum un bac + 3. «À l'époque, je m'étais inscrite dans un programme d'aide pour les anciens de Sciences Po Paris qui cherchaient du boulot. J'ai réalisé que ce n'était pas parce qu'on avait un beau diplôme qu'on serait épargnés», poursuit Marie Grimaldi. Là aussi, l'isolement était réel et la perte de confiance omniprésente. Six ans plus tard, la structure continue de répondre à des besoins de prévention des risques psychosociaux liés au chômage des jeunes diplômés. En octobre 2019, selon les chiffres fournis par Pôle emploi, sur

«NOUS ALLONS TOUS CONNAÎTRE CES PÉRIODES ENTRE DEUX BOULOTS. IL FAUT APPRENDRE À LES GÉRER, SEUL ET EN GROUPE»

MARIANNE FIGAROL
fondatrice de
l'association Powa

1,6 million de demandeurs d'emploi de moins de 30 ans, 120 400 avaient un niveau bac + 5.

Statistiquement, les périodes sans emploi de longue durée sont rares chez les bac + 5. Il s'agit d'un chômage de transition – qui n'en est pas moins douloureux. Emmanuel Sulzer est coauteur d'une enquête du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq), pour laquelle il a suivi pendant plusieurs années les trajectoires des jeunes diplômés. Il rappelle qu'un diplôme est protecteur face au chômage et à la précarité. Mais, si les bac + 5 ne sont pas pénalisés en termes d'accès au CDI, ils sont moins bien rémunérés qu'il y a dix ans, avec une légère restriction dans l'entrée au statut de cadre. «Objectivement, il y a une forme de déclassement», affirme Emmanuel Sulzer. Mais il ne semble pas ressentir par ces jeunes qui se disent qu'il faut faire avec l'état du marché et que cela ira mieux après. Et ils n'ont pas tort !

À Nantes et à Paris, les promotions de «jobeurs» se succèdent chez Cojob, créant une communauté. Rue Laffitte, ils participent le matin à des ateliers pour s'outiller dans leur recherche d'emploi – travailler son CV, son pitch, son réseau – et découvrir le développement personnel à travers la communication non violente ou l'affirmation de soi. L'après-midi, ils alternent parmi une douzaine de missions de bénévolat afin de «reprendre confiance» et, encore une fois, «se sentir utiles».

Pour l'ensemble de ces chômeurs à la tête bien faite, l'enjeu est de dédramatiser, et de déculpabiliser. À la suite de son master 2 en urbanisme, Juliette Azoulay a voyagé autour du monde avec son sac à dos avant de multiplier les petits boulots, passant de plongeuse pour la conservation marine en Thaïlande à manageuse d'un salon de thé à Montréal. Rentrée il y a un an, elle a jonglé entre des contrats précaires chez Starbucks et la préparation d'un concours pour devenir officier de police. «Il y a des moments dans la vie où tu es perdue

et tu veux devenir flic!, s'amuse-t-elle. Depuis que je cherche du boulot dans l'urbanisme, les gens pensent que je suis en vacances et que je profite du système, ça me donne envie de hurler. Il faut sans cesse rappeler qu'on est ni des incompetents ni des fainéants.»

Estelle, 26 ans, a aussi connu un vrai passage à vide. «Je ne pensais pas faire une dépression à 25 ans», souffle-t-elle. Après son master à la Sorbonne en sémiologie et communication, elle est embauchée directement à la fin de son stage dans une société de conseil. Mais elle est rapidement débordée par la surcharge de travail et craque après un an. «Quand je suis partie, j'étais juste contente de ne rien faire», raconte-t-elle. Le chômage pour moi, c'était la délivrance. Il fallait que je prenne le temps de réordonner ma vie, j'ai vu des psychologues, psychiatres, coachs... J'avais l'impression que travailler, c'était la mort.»

Depuis peu, notamment grâce à Cojob, Estelle commence à regarder sérieusement les offres d'emploi. «J'ai du mal à me dire que j'ai une place dans le monde du travail.» À l'instar des jeunes interrogés, elle n'a pas l'impression que son diplôme puisse lui ouvrir des portes. «Dans les métiers que je vise, c'est juste normal d'avoir un bac + 5. Je ne peux pas me démarquer de la concurrence avec ça. Comme une bombe à retardement, j'ai l'impression que toute ma génération va traverser des périodes de doutes énormes.»

CHANGER DE JOB, UN CHOIX

De fait, le travail promet moins de sécurité et de stabilité que pour les générations précédentes. Les comportements changent : pour nombre de ces diplômés, quitter un poste qui ne plaît pas ressemble moins à un saut dans le vide. «Quelque chose s'effrite dans la relation entre les jeunes et le travail», analyse Marianne Figarol, fondatrice de l'association Powa, qui forme aux métiers d'accompagnement des jeunes (professeurs, conseillers d'orientation ou missions locales). Les exigences sont plus fortes, on n'est pas prêts à tout accepter. Et cela n'est pas toujours compris par ceux dont le travail était une des clés de voûte de leur vie.»

Si le chômage semble plus intégrant et intériorisé chez les jeunes, il n'en reste pas moins difficile à vivre. Les associations comme Cojob et Powa œuvrent ainsi à transformer les regards : plus que des périodes de creux, les phases de recherche seraient des «sas de transition». «À l'avenir, nous allons tous connaître ce genre d'épisodes entre deux boulots. Il faut apprendre à les gérer, à l'échelle individuelle et collective.

Un chômeur n'est pas un outsider inactif, il peut contribuer socialement et créer de la valeur», insiste Marianne Figarol.

Reste à gagner en liberté de parole face aux employeurs. «Je ne peux pas me présenter à un entretien en disant que je n'ai rien fait pendant un an», déplore Estelle. Juliette Azoulay, elle, tente «d'inventer une cohérence à [son] parcours, tout sauf linéaire». «Les recruteurs ont effectivement une

forte aversion pour les risques : ils vont chercher à embaucher à l'identique, dans les formations et profils qui leur sont familiers», observe Emmanuel Sulzer.

Marion, «jobeuse» de 28 ans, ne s'en fait pas trop. «Je me sens privilégiée, même si je ne pensais pas que le chômage m'atteindrait à ce point moralement.» Après trois CDD de six mois dans un même groupe, cette diplômée d'une école de communication a

préféré ne pas poursuivre en CDI. «Il me manquait quelque chose au niveau de mes valeurs, assume-t-elle. Je peux toucher l'assurance-chômage pour prendre le temps de trouver un emploi qui me correspondra davantage.» À l'image de sa génération, elle se dit ballottée entre l'angoisse de l'inconnu et la frénésie de pouvoir «se réinventer» à l'infini. ●

LÉA IRIBARNEGARAY

INSPIRER



grâce à 10 Masters of Science et 7 MBA spécialisés, pour faire de vous les managers créatifs des entreprises de demain.

C'est cela l'ISG.



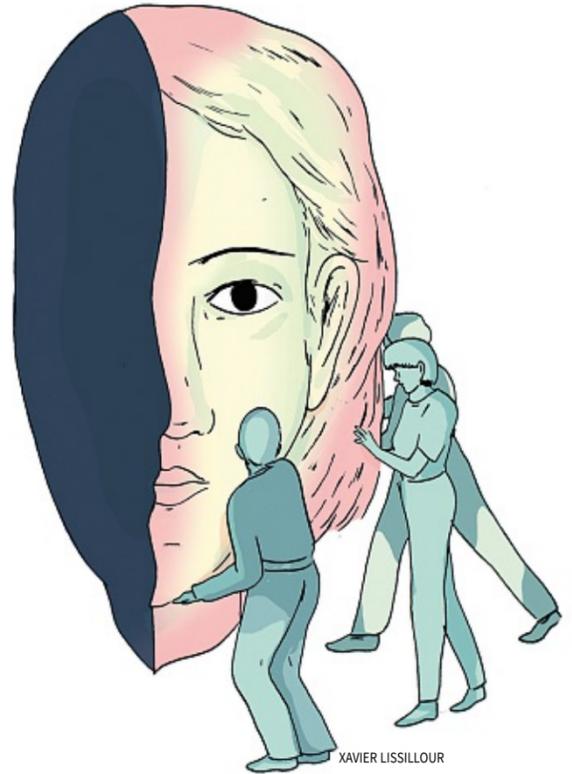
MAKE THE WORLD YOURS

isg.fr



DES MASTERS POUR L'ÉGALITÉ

Ces formations sur le genre, qui ouvrent la porte à des métiers divers, sont de plus en plus attractives



XAVIER LISSILLOUR

Depuis quelques années, un nouveau vocabulaire monte en puissance dans les couloirs de certaines universités françaises. On y parle d'identité genrée, d'intersectionnalité, d'hétéropatriarcat et de violences de genre. On y décortique des concepts, mais on imagine aussi des déclinaisons professionnelles de ces théories : en matière de politiques publi-

ques, de ressources humaines, de santé, d'éducation. Tout cela dans un seul but : favoriser l'égalité entre les sexes.

L'université Lumière - Lyon-II propose ainsi, depuis 2014, pas moins de sept masters consacrés aux études de genre. « C'est le résultat d'une longue bagarre. La question du genre a mis du temps à être reconnue », relève Corinne Rostaing, responsable du master Egales, orienté sur la lutte contre

DEPUIS QUELQUES ANNÉES, LA LOI OBLIGE LES ORGANISATIONS À PLUS DE VIGILANCE SUR LES DISCRIMINATIONS

les discriminations. Avec Estelle Bonnet, responsable du master en sociologie de l'égalité du genre et des organisations, elle avait dirigé plusieurs enquêtes sur l'égalité professionnelle auprès des entreprises. Les deux chercheuses avaient alors réalisé « qu'il y avait un vrai besoin de développer des métiers dans ce domaine ». « On a donc créé des parcours pour répondre aux besoins du marché et pour les décrypter », explique Estelle Bonnet.

Depuis, les candidatures affluent. En 2019, les responsables ont ainsi reçu 600 dossiers pour 129 places dans les sept masters. De même pour la formation continue. « Il y a cinq ans, six personnes postulaient ; ils étaient quarante-cinq l'année dernière », précise Estelle Bonnet. Certains étudiants, professeurs, syndicalistes ou travailleurs sociaux sont désireux d'accroître leurs connaissances pour faire évoluer leur métier. D'autres, parfois en reconversion professionnelle, choisissent cette voie par curiosité intellectuelle, questionnement personnel ou militantisme.

« DES MÉTIERS D'AVENIR »

C'est en traversant l'Atlantique que Lou Curien, 21 ans, a découvert les « gender studies ». Alors en échange à l'université de Montréal, au Canada, l'étudiante réalise que « non seulement il est possible d'étudier ces questions, mais qu'en plus des débouchés professionnels existent ». « Je veux en être », se dit-elle. A son retour à Lyon, la jeune diplômée d'une licence de philosophie intègre le master en sociologie de l'égalité, du genre et des organisations. Actuellement en première année, elle prépare un mémoire sur l'insertion professionnelle des femmes réfugiées. « Je n'ai pas encore de projet professionnel mais je suis confiante dans le sens où les métiers liés au genre sont des métiers d'avenir », assure-t-elle.

Pour aider les étudiants à trouver leur voie, des professionnels viennent transmettre leur expérience et distiller quelques conseils. L'idée étant de « sortir de cette bulle universitaire qui est très confortable », reconnaît Estelle Bonnet. A leur sortie, certains décrochent un poste dans une association ou une ONG, d'autres deviennent « consultants en genre » (ils conseillent une structure sur la façon de favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes) ou formateurs, notamment sur les questions d'égalité en entreprise ou de lutte contre les discriminations. « Il est plus difficile de se spécialiser sur des sujets comme la sexualité, car il y a très peu de

financements, remarque Jörg Franke, qui enseigne dans le master Egales. Les personnes qui travaillent sur ces sujets sont souvent bénévoles ou en service civique. » Ainsi Fanny [le prénom a été modifié], 24 ans, est passée par un service civique avant de décrocher pour un salaire de 1275 euros net par mois un poste de « chargée de mission prévention » dans une association lyonnaise spécialisée dans la santé sexuelle et la réduction des risques.

Si les emplois se développent pour les diplômés de ces nouveaux masters sur le genre, c'est que, depuis quelques années, la loi oblige les organisations à plus de vigilance sur ces sujets. Ainsi, des collectivités publiques et des entreprises, en particulier celles qui sont désireuses d'obtenir le label Diversité et Egalité, font appel à des « experts en genre » qui les aident à rédiger un « rapport de situation comparée » sur l'égalité entre les hommes et les femmes.

Une obligation légale depuis 1983 pour les entreprises de plus de 50 salariés qui travaillent avec l'Etat, mais dont « la mise en œuvre réelle est récente », signale Estelle Bonnet. Du côté des collectivités territoriales, la législation a aussi permis d'accélérer la prise de conscience. Depuis 2014, les collectivités de plus de 20 000 habitants ont l'obligation de présenter, en amont des débats sur le budget, un rapport de situation sur l'égalité entre les hommes et les femmes. Pour cela, ils s'appuient sur des experts qui ont pour mission de documenter les inégalités et d'imaginer des pistes pour y remédier.

Diplômé en 2013 du master Egalités de l'université de Lyon, Jörg Franke a été embauché dès la fin de sa formation par un cabinet de conseil sur l'emploi des personnes handicapées. Après quatre ans en tant que salarié, il a lancé une coopérative d'emplois spécialisée dans ce domaine, avant d'être recruté en tant que chef de projet égalité hommes-femmes dans une association lyonnaise. Il aide en parallèle la région Bourgogne-Franche-Comté à prendre en compte les perspectives de genre dans l'emploi des

personnes handicapées. « C'est mon master qui a tout déclenché. C'est un atout dans mon CV que j'ai beaucoup mis en avant lorsque je répondais à des appels d'offres », se réjouit cet ancien syndicaliste étudiant.

Lors de la formation, la question de la « posture professionnelle » est régulièrement soulevée par les étudiants. « On leur explique qu'on n'est pas là pour former des militant(e)s mais des expert(e)s, insiste Estelle Bonnet. Chacun peut avoir des convictions profondes, mais on leur apprend à être là pour accompagner l'expression d'un besoin. »

FÉMINISATION

Les étudiants sont également formés pour « développer des stratégies » leur permettant de négocier avec des structures qui ont souvent « d'autres priorités » que l'égalité hommes-femmes, et qui sont parfois suspicieuses face à un diplômé d'un master en genre, relève Corinne Rostaing. Dans ses cours, Jörg Franke leur apprend « à ruser pour arriver à leurs fins », et transmet quelques clés. Par exemple : ne jamais dire à un interlocuteur qu'il est « à côté de la plaque » mais l'accompagner avec bienveillance, veiller à ne pas braquer les lecteurs d'un rapport avec certains termes un peu bruts... Autre exemple, « on ne va pas mettre dans le titre de chapitre d'un document le mot « sexisme », mais plutôt « travail et rapport entre les sexes » ».

Pour en savoir plus sur le devenir des étudiants, Estelle Bonnet et Corinne Rostaing réfléchissent à un système de suivi. A l'université Jean-Jaurès de Toulouse, qui propose depuis vingt ans un master sur le genre, l'association Artemisia – composée d'anciens élèves – a enquêté sur l'insertion professionnelle des diplômés (1993-2017). Sur les 130 répondants, 63% ont trouvé un emploi dans les six premiers mois suivant l'obtention de leur master ; 44% travaillent dans l'associatif, 24% dans la fonction publique et 82% estiment que leur emploi actuel correspond à leurs attentes professionnelles. Quant aux rémunérations, elles s'élèvent en moyenne à 1774 euros net par mois.

A Lyon, Estelle Bonnet et Corinne Rostaing cherchent aussi à resserrer les liens avec les associations, les entreprises et les collectivités. Les deux femmes ont été récemment contactées par un hôpital désireux d'être conseillé sur la manière de féminiser certaines professions. Pour y parvenir, l'université a proposé à une étudiante de faire une étude de terrain. ●

FERIEL ALOUTI

Le Monde | L'Obs | Télérama | Courrier international
présentent

SAMS

LE SALON DES MASTERS & MASTÈRES SPÉCIALISÉS

25 JANVIER 2020

10h - 18h

ENTRÉE GRATUITE

INSCRIVEZ-VOUS SUR : LESALONDESMASTERS.COM

PARVIS DE LA DÉFENSE
92044 PARIS LA DÉFENSE

ESPACE
GRANDE ARCHE
un site VIPARIS

Nouvelle donne pour former les futurs profs

Les nouveaux masters MEEF, qui entreront en vigueur en septembre 2020 et septembre 2021, décalent le concours de recrutement et donnent plus de place aux compétences pédagogiques

Le mot est partout : il faut « professionnaliser » la formation des futurs enseignants, jugée insuffisante et inadaptée par près de la moitié des professeurs, selon la première enquête officielle sur le climat scolaire qu'a publiée début janvier le ministère de l'éducation nationale. Une réforme – encore en discussion – prévoit d'homogénéiser le contenu des masters « métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation » (MEEF) délivrés par les trente-deux instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (Inspé). De premières modifications pourront être apportées en M1 dès septembre 2020, la réforme complète des deux années de master n'intervenant qu'en 2021.

Tous les étudiants admis bénéficieront de 800 heures de formation, étalée sur deux ans. Une priorité est affichée envers les « savoirs fondamentaux » (« lire, écrire, compter, respecter autrui et transmettre les valeurs républicaines »), qui représenteront au moins 55 % des enseignements en master MEEF pour le premier degré, et au moins 45 % pour le second degré, auxquels s'ajoutera l'apprentissage de l'enseignement, de la gestion de classe ainsi que de la recherche.

La réforme prévoit aussi de déplacer d'un an les concours de recrutement des professeurs des écoles et professeurs de collège et lycée, en fin de deuxième année de master. La première session aura donc lieu au printemps 2022 (2021 étant une année transitoire, les étudiants en master 1 pourront participer à deux sessions : le concours ancien régime et, s'ils échouent, le nouveau concours en 2022,

« AVOIR UNE BONNE CONNAISSANCE DE SA DISCIPLINE NE SUFFIT PAS À BIEN LA TRANSMETTRE »

BRIGITTE MARIN
présidente du réseau des Inspé

en fin de master 2. Les lauréats de la session 2021 constitueront l'ultime cohorte de fonctionnaires stagiaires). L'année de master 2 concentrera donc l'ensemble des épreuves pour les étudiants : le concours, le stage en tiers-temps de service, la validation du master et du mémoire.

Les épreuves des concours tiendront en deux écrits d'admissibilité et deux oraux d'admission, évaluant la maîtrise disciplinaire du candidat et ses capacités à monter une séquence pédagogique. « Avoir une bonne connaissance de sa discipline ne suffit pas à bien la transmettre », souligne Brigitte Marin, présidente du réseau des Inspé. En accord avec le nouveau référentiel de formation de l'enseignant du XXI^e siècle, la formation en master MEEF s'appuie sur des savoirs, des savoir-faire et des savoir-être. »

Ainsi configuré, le concours de recrutement des enseignants pourrait donner autant de poids aux épreuves disciplinaires dites « académiques » qu'aux épreuves de mise en situation pédagogique. Cela ne convainc pas Joëlle Blum, formatrice à l'Inspé de Créteil. « Pour le concours du second degré, sur quatre épreuves, une seule est disciplinaire au sens strict, ce qui

pose un problème évident », juge-t-elle. Et même si l'oral d'élaboration d'une séance d'enseignement se fonde sur la matière enseignée, il reste « davantage tourné vers la pédagogie, vers l'élève, relève la formatrice. Or, le candidat doit montrer le recul qu'il a sur sa discipline plutôt que de partir du point de vue des élèves. »

Fin 2019, plusieurs dizaines de motions ont été votées au sein des Inspé pour dénoncer cette réforme, avec une année de master 2 jugée trop lourde, ainsi qu'une « baisse des exigences académiques » au concours. Des signataires souhaitaient notamment un report d'un an de la réforme, les maquettes des masters n'étant pas encore définies alors que les étudiants feront leur rentrée en septembre 2020. La demande a été acceptée par le ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquer le 16 janvier. « Vu les délais, il était raisonnable de donner la possibilité aux établissements d'aménager à minima l'année de master 1 à la rentrée prochaine et de prévoir une restructuration profonde et simultanée des masters 1 et masters 2 en 2021 », commente Guillaume Gellé, président de la commission formation et insertion à la conférence des universités et président de l'université de Reims.

« RETOUR EN ARRIÈRE »

« Nous assistons à un retour en arrière en matière de formation des enseignants », analyse Ludivine Balland, maître de conférences en sociologie à l'Inspé de Nantes, qui redoute, si la réforme reste en l'état, « une dépossession de la formation universitaire des personnels d'éducation par le ministère de l'éducation nationale »,

lequel, en tant que recruteur, voudrait imposer ses priorités dans des maquettes de formation relevant des universités. « Derrière une professionnalisation présentée comme absolument centrale apparaît l'idée que seuls les stages dans les établissements scolaires peuvent être formateurs, explique-t-elle. Or, la professionnalisation par le terrain n'est pas magique. Elle s'appuie sur la réflexivité des formateurs, qui permet aux étudiants de prendre du recul sur la pratique. »

Selon la présidente de la Société des agrégés, Blanche Lochmann, il est vain de penser que les épreuves de professionnalisation rendraient les futurs professeurs aptes à répondre à toutes les situations. « Le niveau de questionnement des élèves est tel qu'on a besoin de professeurs plus sûrs d'eux, ce qui nécessite une solide formation sur le plan disciplinaire », affirme-t-elle. La professionnalisation telle qu'elle est envisagée ne serait que « de la poudre aux yeux », visant surtout à « baisser le nombre d'épreuves et avoir des jurés interchangeables où siègeront indifféremment des professeurs de différentes disciplines ».

La réforme prévoit aussi une baisse du nombre d'étudiants. Actuellement, ils sont 65 500 en master MEEF (29 500 en première année et 36 000 en deuxième année). Au sein des masters 2, un peu plus de la moitié (20 500) ont réussi le concours, et sont des fonctionnaires stagiaires à mi-temps. A partir de 2022, selon les projections du ministère de l'éducation nationale, 12 000 étudiants seulement devraient bénéficier d'un stage dit « en responsabilité ». Ils seront seuls avec leur classe sous un statut de contractuel à tiers temps (1 000 euros de rémunération

mensuelle) et non plus de fonctionnaire stagiaire (1 800 euros mensuels).

« Le nombre de classes permettant d'accueillir les étudiants de master 2 est insuffisant », dénonce Brigitte Marin. D'autres « berceaux » destinés aux stages devraient être proposés au sein du réseau des établissements français à l'étranger et des universités. Les étudiants les moins performants obtiendraient, un stage « en pratique accompagnée » dans la classe d'un enseignant titulaire, sous statut étudiant et, à ce stade des discussions, non rémunéré. ●

SOAZIG LE NEVÉ

Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00

Édité par la Société éditrice
du « Monde » SA
Président du directeur,
directeur de la publication :
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde » :
Jérôme Fenoglio

La reproduction de tout article est interdite sans
l'accord de l'administration. Commission paritaire
des journaux et publications n° 0722 C 81975.
ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde
Impression L'Imprimerie
79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Printed in France

Origine du papier : France. Taux de fibres recyclées : 100 %.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées
durablement, porteur de l'Écolabel européen sous
le N° F13/37/001. Eutrophisation : Ptot = 0,009 g/t
tonne de papier

CONCOURS ADVANCE

POUR TOUS LES GRANDS DOMAINES DE DEMAIN

15 CHANCES D'INTÉGRER L'UNE DES 4 ÉCOLES D'INGÉNIEURS DU CONCOURS ADVANCE

SUP biotech
PARIS, LYON

IPSA
PARIS & TOULOUSE

ESME
PARIS, BORDEAUX,
LILLE & LYON

EPITA
LYON, PARIS, RENNES
STRASBOURG & TOULOUSE

**INSCRIVEZ-VOUS AU CONCOURS ADVANCE SUR LE PORTAIL PARCOURSUP
AVANT LE 12 MARS 2020, ET ACCÉDEZ À DES MÉTIERS À HAUT POTENTIEL !**

CONCOURS
ADVANCE

01 44 08 00 46 / www.concours-advance.fr / contact@concours-advance.fr

Établissement d'enseignement supérieur technique privé. Cette école est membre de IONIS Education Group

L'UNIVERSITÉ S'OUVRE AUX QUESTIONS MIGRATOIRES

Le besoin de spécialistes et l'intérêt des étudiants ont amené à la création de nouvelles formations pluridisciplinaires

A la Cour nationale du droit d'asile, la juge assessesseur Hélène Raspail, qui est par ailleurs enseignante-chercheuse en droit public, a souvent assisté à des situations ubuesques. « J'ai constaté chez certains professionnels, y compris avocats, d'importantes lacunes en droit des étrangers et réfugiés. Certaines personnes sont mal défendues alors qu'elles sont en situation de vulnérabilité », se souvient cette spécialiste du droit international des réfugiés.

C'est ce constat qui a décidé Hélène Raspail à créer dans son université du Mans le parcours « droit des étrangers, des réfugiés et des apatrides ». Adossé à un diplôme universitaire sur le même sujet, ce master a ouvert à la rentrée 2019 et accueille seize étudiants. « Ce domaine du droit s'est grandement complexifié ces dernières années. Les associations sont de plus en plus en demande de spécialistes, et le sujet est très peu traité dans les écoles d'avocats », explique-t-elle.

Perrine, 23 ans, est l'une des étudiantes de cette nouvelle formation, qu'elle a rejointe après un master 1 en droit international à Lyon. « Pendant mes stages, j'ai rencontré des juristes qui re-

grettaient de ne pas avoir les connaissances suffisantes en droit des réfugiés. C'est un sujet qui est devenu très contemporain, et il me semblait important d'y être formée. » Deux voies l'intéressent : la fonction publique, pour devenir officier de protection instructeur (chargé de l'instruction des demandes d'asile et d'apatridie), ou l'associatif, pour conseiller juridiquement les migrants sur le territoire.

SECTEURS VARIÉS

Sciences sociales, sciences humaines, santé, droit... A l'université, les questions migratoires sont de plus en plus abordées au travers de multiples disciplines. Plusieurs formations ont vu récemment le jour. C'est le cas à l'École normale supérieure de Lyon, où un parcours « migrations studies » ouvrira à la rentrée 2020 en master. « Cette question est au cœur de l'agenda politique européen et se doit donc d'être traitée scientifiquement », souligne Philippe Rygiel, professeur d'histoire contemporaine, responsable de ce parcours. *Etudier les migrations et leurs impacts au local que globaux permet de mieux saisir la complexité du monde contemporain.*

Sujet géopolitique majeur, ces questions sont aussi l'objet de l'Institut convergences migrations, fondé en 2017 et porté notamment par le CNRS. Cet institut planche sur une nouvelle offre de formation pluridisciplinaire, en lien avec l'EHESS et l'université Panthéon-Sorbonne.

Certaines formations sont plus spécialisées. L'université de Bordeaux a ainsi lancé un master 2 « Santé, migrations, médiations ». « Il s'agit de répondre aux problématiques d'accès difficile aux soins pour ces populations, qui se confrontent à une méconnaissance du système de santé français et pâtissent de la désertification médicale dans les espaces ruraux où elles sont dirigées », explique Laurence Kotobi, responsable du parcours et maîtresse de conférences en anthropologie sociale.

Dans ce domaine, les débouchés sont de plus en plus variés, et ne se limitent pas seulement à la recherche. « Des postes s'ouvrent dans le secteur social et dans les collectivités territoriales, où on attend des connaissances sur le sujet. Dans l'accompagnement des réfugiés et migrants, on est encore face à un manque criant de personnel », observe David Lessault, chargé de recherche au CNRS,

ancien responsable du master « migrations internationales » de l'université de Poitiers. « Ces besoins expliquent l'attractivité grandissante des masters qui traitent de ces enjeux. Mais cela se comprend aussi par le fort intérêt pour l'altérité que présentent les étudiants, qui ont grandi avec la mondialisation et sont abreuvés d'actualité internationale. »

Tout au long de son parcours, Alice Clery, étudiante, en est toujours revenue aux questions migratoires. De son expérience bénévole dans un camp à la frontière macédonienne pendant son année d'échange en Grèce jusqu'à son mémoire sur un squat de Rennes durant sa première année de master à Sciences Po, cela ne l'a pas lâchée. « Pour mon master 2, je cherchais une formation qui me permettrait d'acquérir

des compétences professionnelles en gestion de projet, sans perdre de vue une réflexion critique sur les notions de développement et de mobilités », explique la jeune femme, diplômée du master « migrations » de l'université de Poitiers. A 28 ans, elle vient d'être embauchée dans un centre d'accueil des migrants au Mexique.

Le master poitevin, créé en 2004, est l'une des formations pionnières dans ce domaine, avec ceux des universités de Nice et de Paris-Diderot. Alors que les enjeux migratoires sont au cœur de l'actualité, ces acteurs historiques capitalisent sur leur histoire et la solidité de leurs laboratoires de recherche pour attirer des étudiants de toute la France. « On observe un renouveau des candidatures, lié notamment à la médiatisation des phénomènes migratoires », précise Naïk Miret, coresponsable du master de Poitiers.

UNE FORME D'ENGAGEMENT

Ces formations ont également dû se réinventer. Si à Poitiers les cours sont plus axés sur la géographie, et à Nice et Paris-Diderot sur la sociologie et les relations interethniques, toutes ont décidé de renforcer l'aspect pluridisciplinaire. « Impossible d'appréhender les phénomènes migratoires à travers une seule discipline. Il faut comprendre pourquoi les personnes bougent, par où passent leurs mobilités, quels en sont les contours juridiques... », détaille Céline Bergeon, coresponsable du master de Poitiers. Face à la difficulté toujours plus grande de se diriger vers la recherche, ainsi que pour répondre aux besoins sur le terrain, il a aussi fallu professionnaliser davantage les formations.

Pour les étudiants, le choix de ces formations fait le plus souvent écho à une forme d'engagement. « On ne s'oriente pas vers cette spécialité par hasard », assure Hélène Raspail, de l'université du Mans. Pendant sa licence d'administration économique et sociale à Lille, Corentin Bailleul était déjà investi auprès des personnes migrantes sur le littoral de la Manche. Installé à Istanbul dans le cadre d'un échange universitaire, il s'est engagé dans une association d'accompagnement de jeunes majeurs en transit dans la ville turque. C'est à partir de ces expériences qu'il a décidé de s'orienter vers l'étude des migrations, lui aussi à l'université de Poitiers. « Les situations d'entrave des droits ou de stigmatisation qu'on observe à travers l'actualité font forcément appel à un engagement, plus ou moins important », estime le jeune homme de 31 ans, aujourd'hui chargé d'écrire des plaidoyers pour l'Unicef.

Une expérience bénévole ou professionnelle est valorisée lors de la sélection à l'entrée. « L'objectif est de s'assurer que les étudiants savent bien où ils vont mettre les pieds. Car ils seront confrontés à des situations humaines lourdes », explique Hélène Raspail. Au contact de professionnels – chercheurs mais aussi associatifs –, les étudiants apprennent à apprivoiser ces situations. « Sans que ces formations versent jamais dans le sensationnalisme, précise David Lessault, du CNRS. Elles consistent aussi à déconstruire les représentations médiatiques des migrations. Ramener du terrain là où les étudiants n'avaient parfois entrevu jusque-là que des images stéréotypées. »

ALICE RAYBAUD

« CES SUJETS SE DOIVENT D'ÊTRE TRAITÉS DE MANIÈRE SCIENTIFIQUE »

PHILIPPE RYGIEL professeur d'histoire contemporaine



INSEEC
MSc & MBA

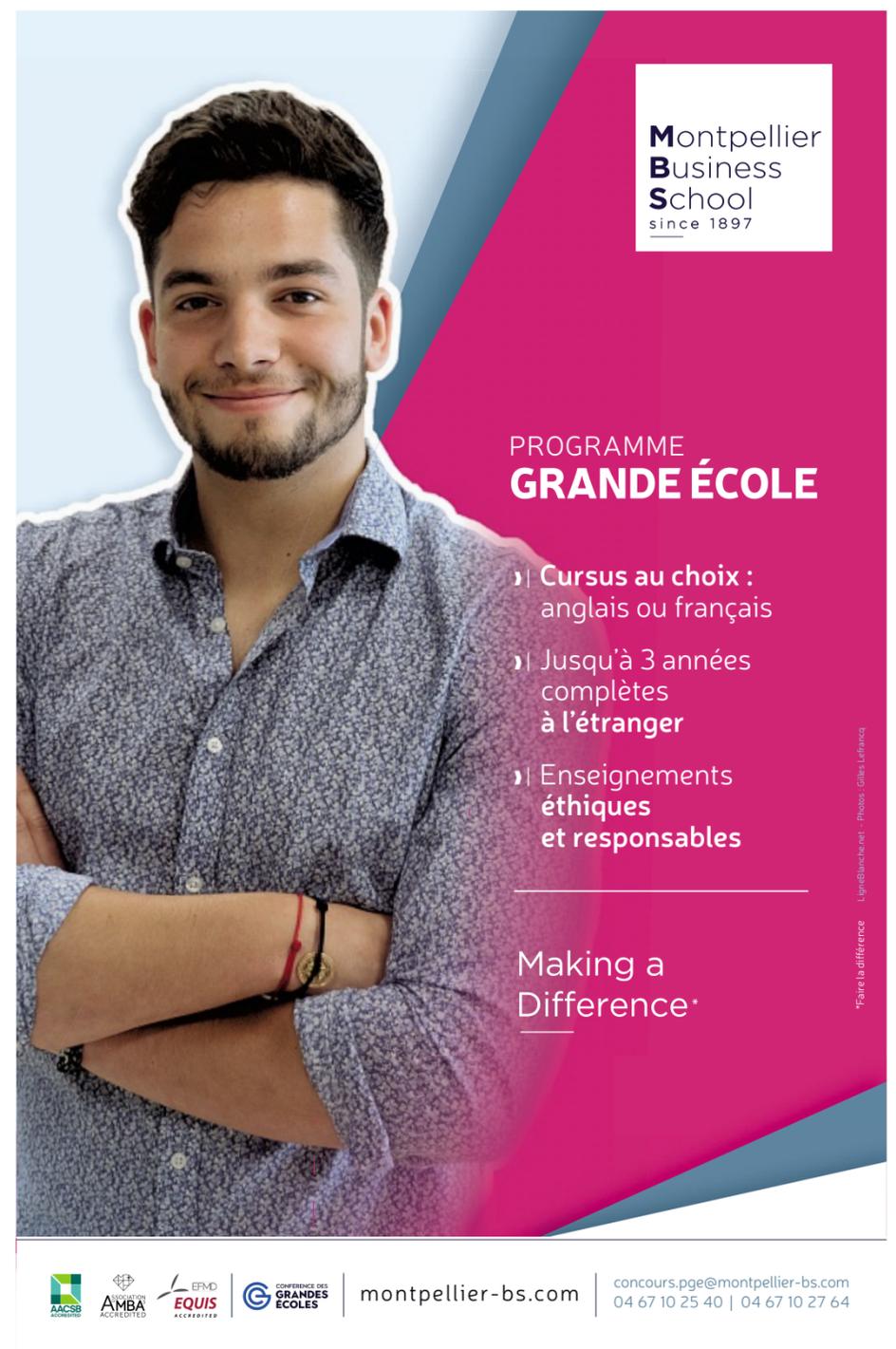
PARIS • BORDEAUX • LYON • CHAMBÉRY • LONDRES

**L'ALLIANCE
ÉCOLE-ENTREPRISE
UNE STRATÉGIE
GAGNANTE**

52 SPÉCIALISATIONS MÉTIERS
8 FILIÈRES DE SPÉCIALISATION

- Finance • Management • Marketing
- Communication • Art & Culture Luxe
- Vins & Spiritueux • Sport • Immobilier

MBA.INSEEC.COM



Montpellier Business School
since 1897

**PROGRAMME
GRANDE ÉCOLE**

- 1) Cours au choix : anglais ou français
- 1) Jusqu'à 3 années complètes à l'étranger
- 1) Enseignements éthiques et responsables

Making a Difference®

*Faire la différence. L'ambassadeur. Photo: Gilles Lemaire

AACSB ACCREDITED AMBA ACCREDITED EFMD EQUIS ACCREDITED CONFÉRENCE DES GRANDES ÉCOLES

montpellier-bs.com | concours.pge@montpellier-bs.com | 04 67 10 25 40 | 04 67 10 27 64

L'HISTOIRE DIVERSIFIE SES DÉBOUCHÉS

Des masters sortent la filière du cadre de l'enseignement. Mais la concurrence est rude

Que faire après un master en histoire? Rien. » Le début de la présentation de Gérard Poumarède a de quoi surprendre. Le directeur du département d'histoire de l'université Bordeaux-Montaigne consacre un module de quatre heures aux débouchés de cette formation pour ses étudiants en début de master 1. « L'idée est de provoquer un électrochoc chez les étudiants. Beaucoup ignorent encore ce qu'ils veulent faire par la suite », dit-il. Le reste de la présentation est plus explicite : « Un master recherche en histoire donne un diplôme bac + 5 et des compétences, mais il ne prépare pas à un métier. Il est d'abord une initiation à la recherche. A son issue, l'étudiant doit donc poursuivre son cursus, qu'il se lance dans un doctorat, qu'il décide de préparer un concours ou qu'il se spécialise professionnellement. »

De fait, six étudiants sur dix poursuivent ainsi leur cursus après un master d'histoire, selon la dernière enquête ministérielle sur l'insertion professionnelle parue en décembre 2019. Ceux qui entrent dans la vie active trouvent globalement un emploi (75 % y parviennent en moins de dix-huit mois) mais il ne s'agit d'un emploi stable que pour un tiers d'entre eux. Quant au salaire médian, il ne dépasse pas 1450 euros net par mois en début de carrière. Des chiffres qui font partie de la fourchette basse des statistiques d'insertion après un master.

Mais d'autres voies existent pour ceux qui ne sont tentés ni par l'enseignement et la recherche ni par les concours de la fonction publique. Les départements d'histoire proposent de plus en plus de nouveaux masters professionnels pour diversifier les débouchés. « Les capacités de rédaction, de

synthèse et d'analyse acquises dans cette discipline peuvent être valorisées sur le marché de l'emploi », martèle Philippe Hamon, directeur du département d'histoire de l'université Rennes-II.

Des masters professionnels se sont d'abord tournés vers le domaine du patrimoine et des archives, avec pour horizon la culture, les collectivités ou le tourisme. Marion Thomas est diplômée du master en médiation du patrimoine de l'université Rennes-II depuis 2016. Elle savait que l'insertion professionnelle ne serait pas évidente : « Les enseignants ne nous le cachaient pas. » Une fois diplômée, elle cumule les vacations et les CDD dans des châteaux ou des musées en Bretagne, avant d'être recrutée au bout d'un an dans l'association culturelle Le Nombriil du monde, à Pougne-Hérisson, dans les Deux-Sèvres. Elle y est chargée du développement et recrute des animateurs saisonniers – parmi eux, de nombreux diplômés bac + 5 de masters spécialisés en patrimoine –, mais, faute de place, elle refuse nombre de candidats. Dans ce domaine, la concurrence est rude.

NUMÉRIQUE, URBANISME, DÉFENSE...

« Il existe un engouement excessif pour le patrimoine, qui sature le marché », analyse Jean-Marie Le Gall, enseignant-chercheur à Paris-I - Panthéon-Sorbonne. D'où l'idée d'aller explorer d'autres champs, notamment en lien avec les relations internationales. Le master 2 « expertise des conflits armés » de Paris-I, dispensé aussi en alternance, en est ainsi à sa quatrième promotion de 25 étudiants. Ceux-là trouvent du travail dans les industries de défense, dans le renseignement ou l'armée. C'est le cas de Guillaume (le prénom a été modifié), diplômé en 2018,

qui a été recruté en CDD long à l'état-major des armées. « Pour réussir dans ce milieu, il faut savoir cultiver un particularisme, une expertise sur une aire géographique. Cela peut vouloir dire parler une langue rare car le milieu est très compétitif », confie le jeune homme de 26 ans, qui poursuit en thèse pour approfondir son expertise.

Autre initiative, cette fois au croisement de l'histoire et de l'urbanisme : à Marne-La-Vallée (Seine-et-Marne), l'université Gustave-Eiffel a lancé un master 2 « diagnostic historique et aménagement urbain » il y a cinq ans. « Prendre en compte le passé d'un quartier et de ses habitants a toute sa pertinence dans les projets d'aménagements urbains », estime l'enseignant-chercheur Loïc Vadelorge, spécialiste d'histoire urbaine, qui reconnaît que les débouchés sont encore à inventer. Titulaire de ce master depuis 2018 après un premier bac + 5 en histoire de l'architecture, Violette Giaquinto, en CDD dans une mairie des Hauts-de-Seine, s'occupe de la valorisation du patrimoine de la ville. « Dans nos milieux, les offres d'emploi sont peu nombreuses. Il y en a une, voire deux qui sortent chaque jour, et nos compétences ne sont pas toujours reconnues sur le marché du travail », estime la jeune diplômée, qui n'hésite pas à multiplier les candidatures spontanées entre deux contrats.

Le numérique ouvre également de nouvelles pistes aux étudiants en histoire, avec la gestion des données. Que ce soit sur des modules, des cursus pluridisciplinaires « humanités numériques » ou des formations consacrées comme le master « métiers de l'informatique et maîtrise d'ouvrage » à Paris-I, les départements d'histoire commencent à jouer la carte digitale. « Alors que la collecte et le traitement

des données sur le Web deviennent un enjeu, la capacité d'analyse critique de l'historien peut être pertinente », soutient l'historien Hervé Drévilon.

Ces formations innovent aussi dans leur forme. Ainsi, un cursus d'ingénierie en « histoire et multimédias » a vu le jour il y a trois ans à l'université d'Avignon. Étale sur cinq ans, il se décompose en une licence et un master d'histoire, auxquels s'ajoutent des modules complémentaires en informatique, conception de sites Web... L'objectif : former des personnes à l'interface entre les développeurs, les collectivités territoriales et les musées pour construire des applis de visites ou des reconstitutions en 3D du patrimoine. Nino Henry, actuellement en licence 3, fait partie de la première promotion. Il a trouvé ce qu'il cherchait dans cette formation : « L'histoire me plaît mais je ne savais pas trop ce que je pouvais faire avec. Là, je suis plongé dans des projets concrets », se réjouit l'étudiant, qui travaille actuellement en atelier sur un jeu vidéo historique.

Ces débouchés sinueux peuvent néanmoins créer quelques frustrations. Si 89 % des titulaires d'un master d'histoire 2016 sont satisfaits des missions qui leur sont proposées, selon la dernière enquête ministérielle, seulement 61 % jugent avoir un emploi en adéquation avec un diplôme bac + 5 et pas plus de 48 % sont satisfaits de leur rémunération. Violette Giaquinto, dont le contrat a été prolongé jusqu'à l'été, reste déterminée : « Je ne veux rien lâcher et rester exigeante. » Elle s'est fixé des limites : ne pas adopter le statut d'auto-entrepreneur, que l'on propose souvent et qui est assorti d'une moindre protection sociale. Et ne pas accepter des salaires trop bas. ●

SYLVIE LECHERBONNIER

« ALORS QUE LA QUESTION DES DONNÉES SUR LE WEB DEVIENT UN ENJEU, LA CAPACITÉ D'ANALYSE CRITIQUE DE L'HISTORIEN PEUT ÊTRE PERTINENTE »

HERVÉ DRÉVILLON
historien



LES FACULTÉS
DE L'UNIVERSITÉ
CATHOLIQUE DE LILLE

Vous recherchez un Master 1 ou 2 ?

Formation Initiale ou Alternance



➤ Droit (Campus Lille et Issy-les-Moulineaux)

Droit des Affaires - Droit & RH -
Droit International & Européen -
Droit & Gestion de Patrimoine -
Droit Comptable & Financier...

➤ Finance, Expertise & Audit

Finance d'Entreprise et des Marchés -
Management des banques -
Comptabilité, Contrôle, Audit...

➤ Lettres & Sciences Humaines

Journalisme - Littérature anglophone -
Relations & Affaires Internationales -
Psychologie - Communication -
Lettres Numériques -
Patrimoine Numérique - Culture.

➤ Management

Management des Entreprises -
International Management -
Digital Commerce -
Management & Design Thinking...

➤ Science Politique

Etudes Européennes et Internationales...

➤ Sciences & Technologies

Informatique - Ecologie opérationnelle...

SAVE THE DATE !

Masters Week
du 9 au 13 mars 2020

Soirée « Spécial » Masters
le 12 mars 2020

➔ 86 % : taux d'insertion professionnelle

(6 mois après le master 2)
Année universitaire 2018-2019

Informations et candidatures :

<https://lesfacultes.univ-catholille.fr> - lesfacultes@univ-catholille.fr

INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE (ICL), ASSOCIATION 1875 RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE
ET ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE D'INTERET GENERAL (EESPIG) EN 2015
60 BOULEVARD VAUBAN - CS40109 - 59016 LILLE CEDEX - FRANCE

Crédit photos Jérôme Coppin

Créateurs de sens et d'avenir

Master promo 2018
Tshikana, consultante en évolution professionnelle, croit en la diversité des talents. Connaissance de soi, de l'autre et de son environnement : ce qu'elle a acquis à l'ICP, elle le met au service des demandeurs d'emploi qu'elle accompagne.

Soirée Infos Masters
26 MARS 2020
INSCRIPTION www.icp.fr/nous-rencontrer

PRÉPAS | LICENCES | MASTERS

Droit
Science Politique
Économie
International
Solidarité
Environnement
Théologie
Philosophie

**Lettres
Langues
Communication
Ressources humaines
Culture
Histoire de l'Art
Histoire
Éducation**

FORMATION AGRICOLE

« JE NE ME SUIS JAMAIS SENTI AUSSI BIEN QUE **LÀ-HAUT** »

Le centre de formation du Merle, dans les Bouches-du-Rhône, enseigne le métier de berger. Sensibles au bien-être animal, les étudiants sont en grande majorité en reconversion



Un troupeau de la formation Berger de SupAgro Montpellier. A droite, Charlotte, future bergère, effectuant le parage des onglons. VALENTINE VERMEIL POUR « LE MONDE »

Pendant des années, Adèle, 21 ans, a « repoussé le moment » où elle devrait prendre une décision. Après un bac S mention très bien et une prépa littéraire au lycée parisien Henri-IV, l'étudiante qui « saturait » des études supérieures classiques a fait un choix qui lui parut longtemps « farfelu » et « en total décalage » avec sa vie jusque-là : elle se forme au métier de berger. C'est après un stage dans la vallée d'Asp, dans les Pyrénées-Atlantiques, qu'elle a eu le « déclic », et décidé d'intégrer à Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône) le centre de formation du Merle, l'une des trois formations diplômantes en France pour devenir berger.

Créé en 1930 et rattaché à l'Institut Agro (ex-Montpellier SupAgro), le centre

de formation du Merle – qui est aussi un domaine agricole de 400 hectares – délivre un brevet professionnel agricole « berger transhumant ». Pendant un an, les étudiants se forment en suivant le cycle naturel de la brebis, de la naissance à l'estive, soit la période de quatre mois durant laquelle les troupeaux rejoignent les alpages situés en altitude. Ils apprennent les bases du métier : les soins, l'alimentation, la conduite de chiens de troupeaux, la tonte, la cartographie, etc.

Parmi les quinze étudiants formés chaque année, la grande majorité sont en reconversion professionnelle. « Il y a quarante ans, c'était un peu le métier d'idiot du village, relève en souriant Frédéric Laurent, responsable pédagogique du centre de formation. Mais aujourd'hui, il

touche un public essentiellement urbain. » Sensibles à la protection de l'environnement et au bien-être animal, ces hommes et ces femmes décident de faire un pas de côté. De vivre à contre-courant d'une société qu'ils jugent trop superficielle.

QUATRE MOIS DE SOLITUDE

« Cette année, sur les quinze stagiaires, il y a un seul fils d'exploitant agricole », indique Frédéric Laurent, qui reçoit en moyenne trente-cinq dossiers par an. Les candidats passent devant un jury. « On les questionne sur leur projet professionnel. Beaucoup disent qu'ils aiment la nature mais ça ne suffit pas », prévient-il. Quant au coût, il est en grande partie assuré par la région PACA, qui finance quatorze places réservées à des demandeurs d'emploi.

Depuis la réapparition du loup dans le Mercantour au début des années 1990, les bergers sont très demandés. Les « débouchés professionnels sont nombreux », assure M. Laurent. Les éleveurs, trop occupés, recherchent des salariés pour accompagner les brebis en estive. Le berger, alors accompagné de chiens, surveille et prend soin de centaines de bêtes. Chaque année, 500 000 brebis transhumant en PACA, selon Frédéric Laurent. « Nos étudiants n'ont absolument aucune difficulté à trouver du boulot », affirme-t-il. Sur les vingt dernières années, 70 % des diplômés du Merle se sont insérés dans ce secteur, dont 20 % comme éleveurs.

Ce matin-là, les étudiants réunis dans une salle de cours suivent les enseignements de Laure Eon, une vétérinaire qui intervient chaque année au Merle. La professionnelle énumère les infections susceptibles de toucher les brebis comme la cryptosporidiose, « une maladie parasitaire grave chez les agneaux de 3 à 4 jours », ou la méningo-myélite, une infection qui se forme après l'amputation de la queue – réalisée par les éleveurs pour des raisons d'hygiène –, « à ne pas confondre avec le tétanos », précise la formatrice. Dans la salle, chacun y va de son commentaire. Ambiance colonie de vacances. « Est-ce que les médicaments sont remboursés par la Sécurité sociale ? », demande un garçon, déclenchant un rire général. « Je crois bien qu'ils peuvent bé-

L'estive est le moment le plus attendu et le plus redouté de la formation, une étape durant laquelle les étudiants vont pouvoir mettre en pratique les savoirs accumulés tout au long de l'année. Ils peuvent partir seuls ou accompagnés. Certaines cabanes sont si isolées que les bergers doivent être ravitaillés par hélicoptère. Adèle Alexandre avoue que l'approche de ce moment crucial le rend anxieux. « Le grand écart est très dur, même si je m'entends très bien avec les brebis. » Bien qu'elle ne « fantasme pas du tout la solitude », Adèle préfère, elle, être éloignée de tout. « On apprend énormément quand on est seul », assure-t-elle. Pour aider les étudiants à appréhender ce moment, les intervenants distillent des conseils, comme la nécessité de conserver un rythme en matière d'hygiène et d'alimentation, et l'importance de ne pas se laisser piéger par l'alcool.

A l'issue de la formation, les étudiants souhaitent souvent multiplier les expériences courtes, « au grand dam des éleveurs, qui veulent les recruter à l'année », précise le responsable pédagogique. C'est le cas de Vincent, 19 ans. Après un road trip à vélo et un service civique auprès des sans-abri, l'étudiant berger veut devenir saisonnier ; il envisage notamment d'accompagner jusqu'au Sénégal des bergers mauritaniens pour cinq mois de transhumance. Lui qui aime vivre au rythme des brebis affirme qu'il ne s'est « jamais senti aussi bien que là-haut ».

Diplômé en 2018, Aymeric, 48 ans, ancien ingénieur chez Alstom, a aussi décidé d'être saisonnier après huit ans à New York et au Mexique. Il y a trois ans, il rentre en France pour se « reconnecter » à ses racines et décide de devenir berger. Il découvre la garde en montagne et intègre la formation du Merle, « trop axée sur le métier de berger en ferme », estime-t-il. Il vient d'acheter un chien qu'il forme, et cherche à acquérir des terres pour former une communauté.

Armand, 31 ans, veut à terme s'installer en tant qu'éleveur et travailler la laine. Fort d'une expérience professionnelle déjà riche – quinze ans chez Airbus, et deux estives –, cet ancien technicien de maintenance enchaîne les contrats de berger durant quelques semaines. En garde, il gagne 1500 euros par mois. S'il opte pour un CDI à l'année, Aymeric percevra environ 110 % du smic. En revanche, en tant que saisonnier, il peut viser 2500 euros par mois en estive. Une grille de salaire « tout à fait convenable » selon cet homme qui aime voir grandir les bêtes, au plus près de la nature. « Avant, j'étais un mouton. Aujourd'hui, je suis un berger. » ●

FERIEL ALOUTI

VIVEZ LES AFFAIRES ETRANGERES



ILERI
L'ECOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES

DEUX PARCOURS D'EXCELLENCE BAC+3 & BAC+5

- ◆ Bachelor en Relations internationales (Bac+3)
- ◆ Deuxième Cycle en Relations Internationales (Bac+5)

Quatre spécialisations :

- Sécurité internationale et défense - Grade de Master
- Intelligence stratégique internationale - Grade de Master
- Coopération internationale des outre-mer - Titre RNCP Niveau 1
- International Business and Marketing - MSC

TÉLÉCHARGEZ
L'APPLI ILERI



**SOIRÉE
PORTES
OUVERTES**
VENDREDI 7 FÉVRIER

**CONCOURS
D'ENTRÉE**
JEUDI 19 MARS

**COURS
DU SOIR**

LOGEMENT

À PARIS, DIFFICILE DE QUITTER LE NID

Etudiants et jeunes actifs nés dans la capitale gagnent leur autonomie de plus en plus tardivement, notamment à cause du niveau des loyers

Avoir sa vie, grandir, quoi !» Hippolyte, 20 ans, résume ainsi son envie de déménager. Il vit pourtant dans un agréable et spacieux appartement du 15^e arrondissement de Paris avec ses parents musiciens et sa sœur étudiante. Tous «s'entendent très bien», mais le jeune homme, étudiant en troisième année de droit à l'université Paris-I, aimerait bien jouir de plus d'indépendance et d'autonomie. «Vous comprenez, quand on rentre accompagné ou qu'on se lève à 13 heures parce qu'on s'est couché tard, ce n'est pas évident de sentir le regard de ses parents.»

Si la «décohabitation est souvent automatique pour les jeunes qui s'installent à Paris pour leurs études ou un emploi, elle est de plus en plus tardive pour ceux nés dans la capitale», souligne une étude de l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), intitulée «Les 16-25 ans à Paris, portrait social et démogra-

phique», parue en juin 2019. En 2014, 45 % des jeunes âgés de 25 ans et nés à Paris vivaient encore chez leurs parents, contre 32 % en 1999.

Le prix élevé de l'immobilier en est évidemment l'une des causes principales. Selon l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne (OLAP), le loyer moyen hors charges du parc privé a augmenté de 16 % entre 2009 et 2019, de 19,2% pour les logements d'une pièce. A Paris, en moyenne, il faut déboursier 572 euros pour 12 m², 855 euros pour un studio de 21 m². Hippolyte, Parisien «pur sucre», se définit comme issu d'un milieu aisé. L'année prochaine, pour sa première année de master, ses parents vont l'aider à hauteur de 600 euros par mois, pour un studio d'une vingtaine de mètres carrés «de préférence dans les 2^e, 9^e ou 10^e arrondissements». Et il travaillera, comme de nombreux étudiants vivant à Paris. Pour l'instant, il cherche toujours.

«Les parents sont prêts à cette cohabitation. Il n'y a plus d'âge limite, ils rendent service à leurs grands enfants. C'est d'autant plus facile que les valeurs de ces générations se sont rapprochées», observe Olivier Galland, sociologue spécialiste de la jeunesse, directeur de recherches au CNRS. C'est le libéralisme culturel, hérité de Mai 68, entre hédonisme et anti-autoritarisme, qui caractérise aujourd'hui ces valeurs et qui «garantit l'entente entre générations», estime le chercheur.

Malgré tout, il ne voit pas de signes de «tanguysation» (en référence au film *Tanguy* d'Etienne Chatiliez, sorti en 2001) des jeunes Français : cette cohabitation est surtout contrainte. «La majorité des jeunes veulent entrer dans l'âge adulte : travailler, avoir un logement et fonder une famille», souligne le chercheur.

LE CROUS, INSUFFISANT

Cette situation vient remettre en cause le modèle français d'entrée dans l'âge adulte. De ce point de vue, «la France est proche du modèle scandinave, où les jeunes décohabitent tôt, alors que, dans les familles du modèle méditerranéen, on vit traditionnellement chez ses parents jusqu'à la mise en couple», rappelle Philippe Cordazzo, professeur de démographie à l'université de Strasbourg.

Pour Mathilde, 20 ans, issue d'un milieu populaire et dont les parents n'ont pas le bac, se loger à Paris est un investissement douloureux. A la suite d'une «rupture familiale», elle a dû quitter l'appartement qu'elle partageait avec sa mère aux Lilas (Seine-Saint-Denis). Elle était alors en première année de licence d'information et de communication à la Sorbonne-Nouvelle. Elle a dormi pendant six semaines chez un ami, avant d'obtenir, par l'intermédiaire du Crous, un logement étudiant dans une résidence partagée avec quatre autres étudiants. En l'occurrence, un appartement de 150 mètres carrés dans le 5^e arrondissement. Elle doit néanmoins payer un loyer de 520 euros.

«J'ai raté ma première année parce que je travaillais plus de quarante heures par semaine dans la restauration rapide pour payer mon loyer. J'étais frustrée, parce que je savais que j'avais les capacités de réussir mes études mais pas les moyens financiers.» Depuis, Mathilde a changé d'emploi, elle travaille moins et mieux : dix-huit heures par semaine comme surveillante dans un collège, un «emploi compatible avec la réussite de ses études». Sans ce logement étudiant, elle estime qu'elle ne pourrait ni vivre ni étudier dans la capitale.

« LES PARENTS SONT PRÊTS À COHABITER. IL N'Y A PLUS D'ÂGE LIMITE, ILS RENDENT SERVICE »

OLIVIER GALLAND
sociologue

Pour les étudiants des classes populaires, l'offre de logement du Crous continue d'être insuffisante : en 2016, 24 500 étudiants ont effectué une demande de logement à Paris pour 6 700 places disponibles, et seul un demandeur sur quatre accède à un logement proposé par le Crous, rappelle l'APUR.

C'est aussi à Paris que les conditions de logement sont les plus difficiles : 9 % des jeunes vivent dans un habitat «inconfortable», c'est-à-dire sans baignoire ni douche ou sans pièce réservée à la toilette. Alexandre, 23 ans, diplômé d'un master de droit international public de l'université Lyon-III, venu à Paris en stage dans une administration publique, n'a pas trouvé mieux qu'une chambre mansardée de 9 mètres carrés à Pigalle pour 460 euros mensuels.

UN DÉCLASSEMENT ?

Un «piston» refilé par un de ses amis qui quittait Paris. «Le loyer reste abordable, et de toute façon je n'avais pas été retenu pour les visites que j'ai faites en septembre. Pour un studio, j'étais en concurrence parfois avec une quarantaine de candidats.» Dans sa chambre, le sol est défoncé, des odeurs d'égoût émanent de la douche, et le frigo est plus un minibar qu'autre chose. Ses parents, qui gagnent à peine plus que le smic chacun (1200 euros net par mois) l'aident à payer son loyer. Sa gratification de stagiaire, 577 euros mensuels, lui sert à survivre. Quand il parvient à payer ses factures et sa nourriture, il ne reste plus grand-chose. «Je vais rentrer à Lyon après mon stage et je reviendrai à Paris quand j'aurai les moyens et un emploi bien rémunéré.»

Le sentiment d'être «déclassé» est parfois prégnant parmi les étudiants des classes moyennes dans une ville aussi chère que Paris. Pourtant, Philippe Cordazzo et Olivier Galland s'accordent pour dire que les faits indiquent plutôt l'inverse. «Si on observe le dernier portrait social de la France de l'Insee, la mobilité sociale ascendante se poursuit. Le clivage n'est pas tant générationnel qu'intergénérationnel : au sein

de cette jeunesse, ce qui fera la différence, c'est le niveau de diplôme. Ceux qui sortent du système scolaire sans diplôme cumulent des difficultés sociales qui s'aggravent d'année en année», décrypte Olivier Galland.

Pour Clara, en doctorat de biologie, il existe une évidente source d'inégalités entre les étudiants à Paris : «Si votre famille vous aide ou pas.» Dans le cadre de sa thèse, la jeune femme de 26 ans est rémunérée 1420 euros net par mois. Elle ne pourrait pas payer son loyer de 875 euros sans l'aide régulière de ses parents, tous les deux enseignants dans le Val-de-Marne. «Je me rends compte de l'injustice que cela représente. Les étudiants pauvres sont éjectés de Paris, et les enfants des classes moyennes vivent aux crochets de leurs parents», juge l'étudiante, qui précise avoir un train de vie sobre. Depuis quelques semaines, elle partage son loyer avec son compagnon, interne en médecine, une

opération «intelligente» qui lui a permis de louer un appartement plus grand et de réduire sa part dans le loyer de 200 euros.

Même pour les jeunes diplômés, la tension est forte. Edgar, 24 ans, sorti en 2018 d'une école d'ingénieurs et consultant informatique, a cherché une location pendant plusieurs mois à Paris en continuant de cohabiter avec son père à côté de la gare Saint-Lazare. «Mon dossier n'était pas assez solide aux yeux des agents immobiliers, je ne gagnais pas assez. J'avais un salaire de 2100 euros net par mois et mes parents n'étaient pas assez stables financièrement.» Il a regardé les offres à Asnières (Hauts-de-Seine) et trouvé un appartement de 27 mètres carrés à l'achat, pour 185 000 euros – sa banque lui a accordé le prêt nécessaire. Paris, il y a renoncé. De l'aveu de ces jeunes adultes, le prix à payer pour vivre dans la capitale est de plus en plus élevé. ●

MARINE MILLER



REJOIGNEZ LA FACULTÉ DE DROIT DE CERGY-PONTOISE !

MASTERS EN DROIT

Tous les M1 ont la possibilité de suivre l'option Droit anglo-américain

MENTION DROIT PUBLIC

Parcours Droit des contentieux publics ^(A)
Parcours Droit des collectivités territoriales & politiques publiques ^(A)
Parcours Droit des libertés et des droits de l'Homme ⁽¹⁾

MENTION DROIT PRIVÉ

Parcours Droit privé général et sciences criminelles ⁽¹⁾

MENTION DROIT DES AFFAIRES

Parcours Droit éthique des affaires ^(A)
Parcours Diplôme de juriste conseil d'entreprise
Parcours Droit fiscal et douanier ^(A)
Parcours Droit pénal financier ^(A)
Parcours Droit du financement et des investissements immobiliers ^(A)
Parcours Droit de la consommation et des pratiques commerciales ⁽¹⁾

MENTION DROIT INTERNATIONAL

Parcours Droit des activités et relations économiques internationales et européennes ^{(1) (2)}

MENTION DROIT SOCIAL

Parcours Droit social général
Parcours Droit social franco-italien ⁽²⁾

MENTION DROIT DE LA SANTÉ

Parcours Droit de la santé et de la protection des personnes ^(A)

MENTION DROIT DE L'ENTREPRISE

Parcours Droit franco-allemand - Double diplôme avec l'Université de Düsseldorf

(A) : Formation ouverte à l'apprentissage et en formation initiale

(1) Master 2 : possibilité de suivre une option Droit Anglo-américain

(2) Master 2 : possibilité de Double Diplôme avec une Université étrangère

CANDIDATURES EN LIGNE SUR ECANDIDAT LE 30 MARS 2020

Retrouvez-nous pour la Journée Portes Ouvertes le 1^{er} février 2020
Suivez-nous sur @UCPDroit et www.droitucp.fr

Retrouvez-nous au Salon Le Monde / SAMS

Stand 56

ISCOM

REJOIGNEZ LE MONDE DE LA COMMUNICATION

PROGRAMMES BAC+5 EN ALTERNANCE
PROGRAMMES INTERNATIONAUX

PROGRAMME GRANDE ÉCOLE DE BAC À BAC+5

Titre certifié par l'État Niveau 7 (Eu)

- > Admission parallèle 4^{ème} année à bac +3
- > Admission parallèle 5^{ème} année à bac +4, +5

INSTITUT SUPÉRIEUR DE COMMUNICATION ET PUBLICITÉ
ISCOM Paris | 4, Cité de Londres - 75009 PARIS | iscom.fr
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRIVÉ

J'AVAIS 20 ANS

« EN FRANCE, ON VOUS MET TOUJOURS DANS UNE CASE »

RACHEL KHAN

Juriste, comédienne, athlète, danseuse : cette artiste engagée explique comment ses origines et son métissage ont tracé sa voie



Rachel Khan, à Villefranche-sur-Saône (Rhône), en 2019. DOMINIK FUSINA

Rachel Khan n'entre dans aucune catégorie. Juriste, comédienne au théâtre et au cinéma, ancienne danseuse et athlète de haut niveau, elle conjugue les disciplines à l'infini tant son identité est plurielle. En ce début 2020, à 44 ans, elle vient d'être nommée codirectrice de La Place, centre culturel consacré au hip-hop à Paris. L'année dernière, on l'a vue aussi sur les planches dans *Géhenne*, deuxième volet d'une trilogie théâtrale d'Ismaël Saïd inaugurée avec la pièce *Djihad*. Un dialogue sur l'antisémitisme et la haine de l'autre. A l'image de ses 20 ans.

Dans quel milieu avez-vous grandi ?

En Touraine, dans une famille de classe moyenne plutôt intello, avec une maman libraire et un papa professeur d'anglais. Je suis « afro-yiddish » : ma mère est d'origine juive polonaise, mon père vient de Gambie (il a débarqué en France dans les années 1960). C'est un monsieur qui parle latin, ancien français, et cultive une passion pour les dictionnaires. Ma maman est née en 1940. Elle a été cachée pendant la guerre, son père tenait un magasin de vêtements qui s'appelait Shmates, « chiffons » en yiddish. Elle s'est libérée de cette tradition en créant sa librairie, à Tours, qui s'appelait La Boîte à livres de l'étranger.

Une histoire familiale lourde à porter ?

Oui, il est compliqué de se construire une légitimité, une joie d'exister. J'ai longtemps gardé ces deux histoires d'enfant caché et d'enfant colonisé. Malgré tout, mes parents m'ont transmis à la fois l'exigence des lettres et du corps : j'ai été au Talmud Torah à 7 ans, j'avais commencé la danse classique à 4 ans. S'ils sont restés chacun dans leur domaine, j'ai cherché à ne pas rester dans une seule case. Mes racines multiples m'ont donné la ca-

pacité de muter en permanence, de trouver ce qui émancipe dans ce que l'on fait.

Comme le sport par exemple ?

Au lycée j'étais nulle en classe – certainement par rébellion vis-à-vis de mon père. Il fallait que je rencontre d'autres familles – ce furent celles de l'athlétisme et du hip-hop. La danse classique est restée ma passion, structurante ensuite pour toutes les formes artistiques. A 14 ans, une prof m'a poussée à m'inscrire en club d'athlétisme parce que je courais plus vite que les garçons. Je faisais des grands jets en saut de haie, c'était la cata ! L'athlétisme a pris toute la place à l'adolescence – la danse classique, ça faisait cucul. J'ai alors revendiqué un truc très « renoi » – l'africanité – et en plus j'avais de vrais résultats.

Cela ne plaisait pas à votre père ?

Il avait le « complexe du colonisé ». A ses yeux, la liberté ne réside que dans l'émancipation par le travail et la connaissance académique. J'étais sportive de haut niveau et je faisais du hip-hop : pour lui, il fallait arrêter tous ces trucs de Noirs et se mettre à bosser ! J'ai eu mon bac B grâce au sport. Au 80 mètres, avec les barèmes, j'ai eu 27 sur 20 ! En même temps, mon prof de sciences économiques et sociales m'a marquée. Sa matière donnait un tas de clés de compréhension du monde.

Est-ce ce qui vous a donné l'idée d'étudier le droit à l'université ?

C'est un hasard. Je voulais aller vers ce qui m'ouvrirait le plus de possibilités : droit du sport, droit international, droit public... Sauf qu'en première année, à la fac à Tours, j'avais d'autres priorités. J'avais d'abord été championne de France à 15 ans, puis en 1995 avec le 4 × 100 mètres. J'ai commencé le hip-hop juste après le bac : j'étais heureuse de retrou-

ver la scène. Avec mon crew, on a même été « révélation du Printemps de Bourges ». Et puis j'étais amoureuse, je n'avais pas compris qu'il fallait bosser !

Votre premier amour ?

Oui, comme dans les films. Il était basketteur professionnel, je l'ai suivi à Cholet, où j'ai redoublé ma première année de droit. Là, en septembre, à 19 ans, j'étais enceinte. A 20 ans, j'accouchais. J'ai eu mes résultats de fac à la maternité : cette fois-ci, j'avais réussi mes partiels. J'ai passé les oraux entre deux biberons et je suis passée en deuxième année. Et je me suis prise au jeu du droit, j'ai adoré.

Ce n'est pas anodin d'être mère à 20 ans...

Je me sentais prête, j'avais très envie de fonder une famille. Ma mère m'a eue à 35 ans : c'était tard pour l'époque. Moi, je voulais rattraper les générations. Devenir maman si jeune m'a d'ailleurs aidée à être plus responsable. Avec le sport de haut niveau, je n'avais pas eu d'adolescence, faute de temps pour les sorties. J'ai continué avec cette rigueur de vie : je suivais les cours en décalé, comme les étudiants qui travaillent. Après mon fils Haïlé, j'ai eu ma fille Dorah neuf ans plus tard. Le temps d'être diplômée et plus installée.

Après vos études à Brest, Cholet et Tours, vous poursuivez un master droits de l'homme à Paris-II-Panthéon-Assas. Un choc pour la provinciale que vous étiez ?

C'était affreux ! Je suis arrivée à Assas le bec enfariné, sans la moindre idée de ce qui m'attendait. J'imaginai des baba cool à la Cohn-Bendit, j'ai eu l'impression de me retrouver avec des notaires guindés de 23 ans. Je n'avais pas les codes et je ne me rendais pas compte du prestige de ce lieu. Je débarquais dans un entre-soi de familles de juristes depuis plu-

Dates-clés

1976 Naissance à Tours

1991 Championne de France du 60 mètres

2009 Conseillère culture au cabinet de Jean-Paul Huchon à la région Ile-de-France

2013 Actrice dans la pièce *A la française!*, d'Edouard Baer

2020 Nommée codirectrice de La Place, centre culturel hip-hop à Paris

sieurs générations. Les gens se demandaient si j'étais noire ou juive, et pourquoi je n'étais pas mariée alors que j'avais un enfant. En licence, je bossais comme une tarée, mais j'étais devenue major de promo. A Assas, je n'ai jamais pu être notée de manière juste. Un professeur me mettait des 3, un autre des 17. Au moins, en sport, il y a un chrono : tu es nulle ou tu ne l'es pas.

Vous sentiez-vous discriminée ?

Complètement. A Assas, j'ai appris les droits de l'homme tout en faisant l'expérience de la discrimination – c'est une jolie mise en abîme. Je n'ai eu aucun soutien, aucun ami à la fac. Lors d'une conférence au Sénat, à laquelle nous assistions avec un prof, j'ai raconté que j'avais dans le sang deux crimes contre l'humanité. J'ai fini par en faire un article mêlant histoires personnelles et réflexions juridiques. En tant qu'étudiante, mon travail était déjà très en lien avec mon histoire et mon quotidien : les questions d'émancipation, d'égalité, celles des traitements inhumains et dégradants...

D'où votre entrée en politique ?

Je n'avais aucune idée de ce que je voulais faire, j'ai simplement appris à ne pas mettre tous mes œufs dans le même panier. Une fois diplômée, mes travaux de recherche, qui portaient notamment sur le développement durable, ont été repérés par Les Verts. J'ai travaillé sur leur communication pour les élections européennes de 2004. Ensuite, je suis entrée comme chargée de mission à la région Ile-de-France en 2006, où je suis restée jusqu'en 2015.

Quand avez-vous bifurqué vers les arts ?

Petite, ma mère m'appelait Sarah Bernhardt, je faisais des miniprestations dans la cuisine. A 20 ans, j'avais un gros problème de légitimité et de confiance en moi. Je gardais l'envie secrète de faire du théâtre, tout en étant tétanisée à l'idée de prendre la parole en public. L'arrivée à Paris m'a bouleversée : j'ai réalisé que j'avais des origines singulières qui n'allaient pas ensemble aux yeux des gens. Etre confrontée à cela, c'est d'une extrême violence. Cela mettait davantage de troubles dans mes choix d'orientation, j'étais perdue. Seule la créativité pouvait me permettre d'expérimenter une forme de complétude. J'ai écrit des textes, continué à écouter du hip-hop, et fini par prendre un congé sans solde à la région pour partir en tournée au théâtre.

Avec le recul, diriez-vous que 20 ans était votre plus bel âge ?

Absolument pas ! Sauf si on estime que la beauté réside dans la difficulté. Aujourd'hui, j'essaie à mon tour d'accompagner les jeunes. Je suis directrice de l'association 1000 visages, pour aider les jeunes de banlieues et de zones rurales à entrer dans le monde du cinéma. Ils ont une matière créatrice géniale mais pas le bon bagage. En France, d'où que vous veniez, on vous met toujours dans une case. J'essaie de vaincre cette « couleur sociale ». ●

PROPOS RECUEILLIS PAR LÉA IRIBARNEGARAY

UN OBJET, UN CURSUS

LE PAVÉ DE L'ÉCOLE D'INGÉ DE CAEN

Quatre étudiants ont inventé un matériau anti-canicule

Une cinquantaine de villes françaises ont étouffé durant l'été 2019. Quelques semaines plus tard, début octobre, Météo France plaçait 46 départements en vigilance jaune, cette fois pour risque d'orages. Inondations, épisodes de canicule sont appelés à se répéter avec le changement climatique. Il faut rafraîchir la ville quand elle suffoque et laisser glisser l'eau quand la pluie est abondante. Un casse-tête partiellement solutionné... par un pavé.

L'idée a germé dans les cerveaux bien faits de quatre étudiants fraîchement diplômés de l'École supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction de Caen (ESITC) : Robin Sénécald, Clément Olivier-Vaninsberghe, Manon Ducrocq et Martin Capitaine. Le principe : inverser l'usage d'un pavé drainant, inventé et breveté par leur école, donc capter l'eau quand elle est abondante et la rendre en partie quand il fait chaud.

Les pavés sont souvent en béton ou en pierre, il en existe

aussi en bois ou en plastique. Celui de l'ESITC est fabriqué à base de déchets de coquillages, ce qui lui donne une propriété particulière : il laisse circuler les liquides entre les interstices des débris de coquilles. « Pour cette invention, nous avons inversé la méthode de pensée : si l'eau va vers le bas, elle peut aussi circuler vers le haut par évaporation », explique Robin Sénécald.

Les infrastructures urbaines n'ont pas été pensées en prenant en compte le réchauffement cli-

matique. « Les routes et certains centres urbains stockent la chaleur durant le jour et la restituent la nuit. Cela peut entraîner 6 à 7 degrés de différence entre les zones urbaines », poursuit Robin Sénécald. La canicule de 2003 a eu pour conséquence une surmortalité de 15 000 personnes, selon l'Institut national de la santé et de la recherche médicale. Et 1500 personnes de plus que la moyenne sont décédées durant les deux épisodes de canicule qui ont touché la France en juin et en juillet 2019.

La santé comme le souci environnemental sont au cœur de leur avancée. « Nous avons des déchets de coquillages en quantité



ESITC CAEN

en Normandie, nous économisons donc sur la matière première que nous n'importons pas. La ressource est locale et le principe d'économie circulaire respecté », assurent les jeunes ingénieurs. Faire des constructeurs de demain des décideurs écologiquement responsables, c'est l'ambition d'Olivier Cortier, responsable pédagogique de l'ESITC et docteur en génie civil. « Nos étudiants sont les ambassadeurs de la construction en développement durable, plus efficaces sur l'usage des ressources pour accompagner les entreprises dans le changement de leurs méthodes. » ●

ÉRIC NUNÈS